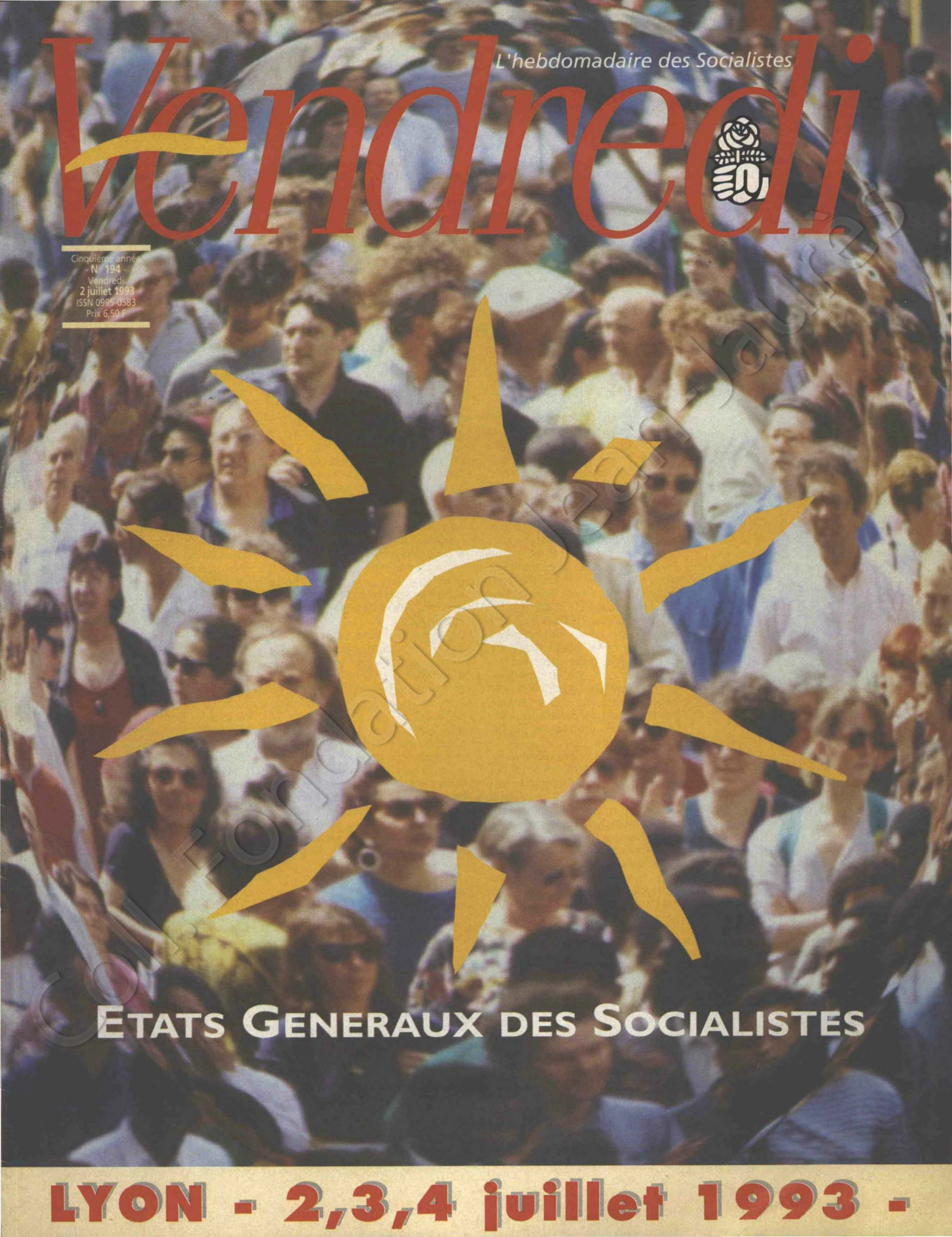
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année
N° 194 -
Vendredi
2 juillet 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

LYON - 2,3,4 juillet 1993 -

collection jaurès

Votre courrier

L'EMBLEME

Si un point d'interrogation m'ulcère, c'est bien celui-ci. Faut-il changer le nom du Parti ? A mon avis, ce serait une grave erreur. Devons-nous à ce point avoir honte de ce que nous avons fait ou non ? Moi pas. Bien sûr, tout n'a pas été parfait. Qu'on l'admette ou non, il y a une récession à l'échelon mondial. La droite, qui le niait il n'y a pas si longtemps, maintenant au pouvoir, s'en rend compte. Devons-nous faire comme le RPR qui se dénomma RPF, UNR, UDR, etc. ?

Nous avons un nom, Parti socialiste, et un emblème, le poing et la rose, depuis plus de vingt ans : pourquoi aujourd'hui vouloir en changer ? Est-ce une idée des militants de fraîche date ?

Un reproche envers certains candidats aux dernières élections législatives ? Investis par le PS, ils n'avaient pas jugé utile ni nécessaire d'apposer notre emblème sur leurs affiches. Avaient-ils, eux aussi, honte d'être membres du Parti socialiste ? Si tel était le cas, ils n'auraient pas dû demander l'investitude du PS ni aux militants de base de travailler pour eux. Oui, nous devons conserver et le nom de Parti socialiste et son logo. Nombreux sont les camarades à penser comme moi.

En espérant que cette modeste contribution paraisse dans un prochain "Vendredi" et que nous soyons majoritaires à vouloir conserver le nom de Parti socialiste.

MICHEL GILLET
Bondoufle (91).

NOTRE VOCATION

Il faut revoir notre tactique. Il faut parler de notre échec, non pas en termes "d'autocritique", comme l'a dit la presse au sujet de Rocard, mais en termes positifs pour clarifier les points suivants.

- Ce qui fait notre vocation : privilégier l'homme et mettre à son service tout l'appareil social, économique, technique, naturel qui l'entoure, pour lui assurer son existence matérielle, morale, intellectuelle, esthétique.
- Les causes de notre échec, partiel il faut le dire, causes dues essentiellement à la vitesse des progrès techniques, des échanges concurrentiels, lesquels apparaissent comme des sortes de guerre, de l'esprit d'entreprise, louable en soi, de tout ce qui caractérise notre monde, lesquelles causes produisant des effets sans qu'il ait été tenu compte du retentissement sur le milieu humain. D'où, chômage, violence, etc., le tout compliqué encore par l'appartenance à une Communauté européenne, qui fait problème parfois.

Il ressort de tout cela qu'une énumération toute ponctuelle de notre projet paraît dérisoire. Il faut amener à penser que notre sens de la solidarité est bien autre chose qu'une "contribution" en monnaie, que notre vocation même nous met tout naturellement sur la voie de repenser l'esprit d'entreprise, comme le sens démocratique de chaque citoyen, et nous met en devoir de penser à tous, en bons républicains.

ROGER GAMBA
Sanary-sur-Mer (83).

NOTRE PROJET

Hier, l'échec a déçu toutes les personnes qui se reconnaissent de gauche. Mais chacun est resté sur ses positions : croyant qu'il avait raison, qu'il était sûr de son idéologie d'où la mise en cause d'un parti, du pouvoir.

Maintenant, nous sommes dans une dynamique de reconstruction de notre Parti et, surtout, d'une réflexion en profondeur sur le fondement même de la société française, de l'économie et des relations internationales.

Nous devons repenser notre fonctionnement pour plus de démocratie mais particulièrement notre idéologie et nos buts pour l'avenir de la gauche.

Aujourd'hui, bâtissons ensemble une société plus humaine en remettant en avant les idéaux du socialisme, en les adaptant à la reconstruction de notre société. L'humanisme a balayé certains dogmes du conservatisme, mais il est toujours arrivé très tard, tant la lutte a éte dure.

Alors, mettons toute notre énergie, notre foi, notre volonté, pour bâtir, comme le revendiquent de nombreuses personnes, un projet de société où l'argent, le productivisme, ne supplantent pas l'homme. Bâtissons un projet autour de l'homme, qui tienne compte de son environnement familial, de sa vie et de son travail. Il est urgent, au plan international, de penser solidarité, communauté de pays et de prendre en compte toutes les différences des peuples dans le seul but d'une organisation humaniste. Nous, socialistes, sans démagogie, sans hégémonie, de manière pluraliste et avec les courants d'idées, nous devons, dans le respect d'une démocratie interne au Parti (plus qu'ailleurs) développer cette société de l'homme où chacun pourra relever la tête et vivre dignement sans être un assisté.

De façon régulière, le projet doit inclure une volonté naturelle de discussion sur des sujets, même tabous. Il doit être la volonté de tous ainsi qu'un rassemblement naturel avec les associations, les syndicats, les autres partis politiques, les mouvements, et tous ceux qui se reconnaissent dans le camp du progrès sur des points ou orientations diverses.

Aujourd'hui, mettons de notre côté toutes nos chances pour l'avenir, ne brusquons pas la reconstruction sur des objectifs à court terme. Mais pensons à gauche : le long terme, le projet, les objectifs de reconstruction et le rassemblement de la gauche.

DIDIER PIRA
Perenchies (59).

CREDIT LOCAL

Le gouvernement Balladur a décidé de privatiser le Crédit local de France. La publicité, largement diffusée, pour susciter de nouveaux actionnaires insiste sur deux points : d'abord que le CLF prête des fonds aux collectivités locales pour financer leurs équipements publics, ensuite que le CLF a fait, en 1992, 1,2 milliard de F de bénéfice et qu'il espère faire mieux en 1993.

Par delà tout ce que l'on peut penser des privatisations en général et sur quoi je ne reviens pas, celle du Crédit local de France me choque particulièrement et m'amène à poser une question. Elle me choque, car l'unique objet du CLF étant le prêt aux collectivités locales. C'est sur leur dos, donc sur celui des contribuables locaux, que des investisseurs vont faire des bénéfices importants. Est-ce acceptable dans son principe même ? Je ne le crois pas.

Cette privatisation m'amène à me poser -donc à nous poser- une question. Nationalisé, cet organisme a fait, en 1992, 1,2 milliard de F de bénéfice. N'aurions-nous pas pu baisser le taux appliqué pour alléger les remboursements des collectivités locales ?

Notre commune a emprunté au CLF pour construire une école maternelle, restaurer l'église et la mairie, améliorer le raccordement des eaux pluviales. Nous aurions apprécié qu'au lieu de faire des bénéfices qui font le lit de la privatisations, le CLF baisse ses taux !

JEAN-MARIE BONTEMPS
Saint-Martin-du-Tertre (95).

LOI FALLOUX

Etant de ceux qui pensent que tout choix de société passe par le choix éducatif, lui-même choix de chaque société, je me permets d'apporter un témoignage pour contribuer au débat qui va s'ouvrir à propos du financement du parc immobilier des établissements privés contractuels.

Dans la mesure où l'abandon de la loi Falloux ne fera que renforcer ce pouvoir financier au détriment des valeurs universelles de partage et de justice, puisque les fonds publics seront utilisables à des fins privées, à l'initiative des établissements les plus renommés (déjà les plus riches) et au détriment des plus démunis (comme c'est déjà le cas pour la taxe d'apprentissage), il me semble nécessaire de rappeler le point suivant.

Il est vrai que l'Etat doit assurer l'égalité des chances pour la culture et l'insertion sociale de chaque jeune, indépendamment des opinions, de l'idéologie ou de la religion de ses parents, soumis à l'obligation scolaire.

Il est faux de prétendre que la loi Falloux, établie pour permettre le fonctionnement du service privé, depuis 1850, serait un obstacle à cette liberté dont dépendent les établissements privés, confessionnels ou non. Ou alors, il faudrait admettre que leurs biens immobiliers appartiennent, comme les églises et le patrimoine culturel, à la nation, et, donc, à l'Etat, et demande, voire exige, la nationalisation des bâtiments des établissements privés, où chaque famille pourrait continuer d'envoyer librement sa progéniture, dans le respect des principes du pluralisme pédagogique reconnu par les lois Debré jusqu'au protocole d'accord du 13 juin 1992.

GUY-MICHEL PARSY
Plourivo (22).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Thierry Mandon, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; Kessler / Sipa-Press (p.19) ; autres P.L.

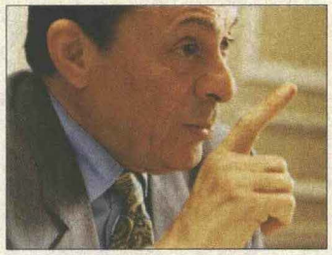
Ce numéro a été tiré à 147.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 Michel Rocard : "Etablir l'ordre des priorités "
6 Balladur trop mou pour les patrons
7 • Les Verts s'accordent un sursis
• Dépenses de santé : Simone Veil choisit la facilité
• Avortement : le droit de choisir
8 Fichiers : la vente par correspondance sur la sellette



▲ Michel Rocard (p. 4).

▼ Balladur et les patrons (p. 6).



POLITIQUE INTERNATIONALE

19 Allemagne : le SPD à l'heure de la relève
20 Japon : corruption et spéculation font vaciller la droite
21 Le Liberia, poudrière de l'Afrique de l'Ouest

POLITIQUE ET SOCIETE

22 • Démantèlement du supérieur
• Le coup le plus dur à l'enseignement public

INVITE

23 Serge Paugam

Jean Le Garrec et Yoland Bresson : Remplacer le plein emploi par la pleine activité ? (pp.9 à 11). ▼

9 à 18 ETATS GENERAUX
De la discussion jaillit la lumière

9 Remplacer le plein emploi par la pleine activité ?
11 Garantir l'utilité sociale pour tous
12 Guy Le Néouannic : indépendants mais pas indifférents
13 Edgar Morin : "Essayons de civiliser la terre"
14 Madeleine Rebérioux : combler la fracture entre politique et société
16 • Michel Bérard : l'avenir du monde rural dans la société postindustrielle
• Le socialisme dans le monde : régulation contre libéralisme
17 Planning familial : pour la dignité de la femme
18 Philippe Campinchi : définir clairement le clivage droite-gauche



Claude Estier

22 juin — Le sauvage assassinat du sociologue algérien M'Hammed Boukhobza confirme tragiquement le pessimisme que j'exprimais ici même à mon retour d'Alger. Il était l'un des quatre membres de la délégation du Conseil consultatif national qui nous avait reçus et je n'ai pas oublié comment tous nous avaient expliqué qu'ils se sentaient menacés de mort. Ce sont, en effet, des intellectuels que les terroristes ont désormais choisi pour cibles plutôt que les soldats ou les policiers auxquels ils s'en prenaient précédemment. Boukhobza est le sixième assassiné en trois mois. Voilà qui rend encore plus aléatoire l'idée d'un prochain référendum pour définir de nouvelles structures institutionnelles.

26 juin — La guerre du Golfe fut justifiée en son temps par la nécessité de promouvoir un nouvel ordre international fondé sur la non-agression et la solidarité entre les nations. Trois ans après, les Etats-Unis en sont toujours à appliquer la raison du plus fort avec, cependant, un additif : à condition qu'il n'y ait pas de risques. Il est plus facile de tirer vingt-trois missiles à longue distance sur Bagdad, quitte à tuer quelques civils, ou encore de déclencher une expédition punitive en Somalie que d'envoyer des hommes en Bosnie pour y renforcer les contingents de l'ONU.
Je n'ai jamais pris les dirigeants irakiens pour de doux agneaux et il est fort possible qu'ils aient envisagé, il y a deux mois, un attentat contre l'ex-président George Bush. Mais, en admettant que Bill Clinton ait bien eu la preuve de cet acte manqué, cela autorisait-il les Etats-Unis à se faire justice eux-mêmes en rendant compte après coup au Conseil de sécurité convoqué d'urgence et mis ainsi en porte-à-faux ?
Comme personne n'imagine que le raid américain va faire plier Saddam Hussein, ni ne donnera tort à ceux qui pensent que Clinton a surtout cherché à redorer son blason singulièrement terni aux yeux de son opinion publique. Mais, ce faisant, il n'offre pas au monde la meilleure image de l'Amérique.

27 juin — Philippe Séguin à "7 sur 7". Si les dirigeants du RPR pensaient le neutraliser en le propulsant à la présidence de l'Assemblée nationale, ils se sont lourdement trompés. Installé dans une position institutionnelle de tout premier plan sans partager les responsabilités gouvernementales, il dispose à la fois de la liberté et de l'audience qui lui permettent de peser dans la vie politique française et de jeter, tout en s'en défendant, le trouble dans la majorité dont c'est peu dire que certaines initiatives ne lui plaisent guère. L'autre politique que défend le député-maire d'Epinal n'est pas toujours très claire, notamment en matière financière et monétaire (par exemple : est-il oui ou non partisan d'une dévaluation du franc ?), mais il est certain qu'il ne croit pas à celle que mène Edouard Balladur et qu'il la juge -il n'est pas le seul- inefficace pour combattre le chômage. D'un point de vue plus politicien, on peut se demander si Séguin croit vraiment à l'avenir présidentiel de Jacques Chirac, dont il affirme soutenir la candidature, ou s'il travaille à plus ou moins long terme pour lui-même. En tout cas, de la position qu'il occupe, il n'a pas fini de faire entendre sa différence.

28 juin — "Le Figaro" accuse d'obstruction systématique et de "flibuste" les députés socialistes qui ont tenu vaillamment contre l'abrogation de la loi Falloux pendant trois jours et trois nuits avant que les sénateurs ne prennent leur relève. Mais, contre la provocation que représente l'initiative de la majorité de mettre en cause la paix scolaire, et ce à la veille des vacances, tous les moyens sont bons, fussent-ils de procédure. Et ce n'est pas le gouvernement Balladur qui en sortira grandi.

ETATS GENERAUX

Michel Rocard : "Etablir l'ordre de nos priorités"

Alors que près de trois mille délégués sont attendus à Lyon pour les Etats généraux du PS, Michel Rocard fixe les enjeux de ce vaste débat qui se veut la première étape de la reconstruction de la gauche.

Que doivent faire les socialistes pour réussir les Etats généraux de Lyon ?

Michel Rocard. Participer, écouter, entendre. Participer pour attester que la défaite électorale ne s'est pas traduite par une déroute et une apathie militantes. Ecouter, car ce sont les militants, les adhérents et les sympathisants qui reprennent la parole. Il faudra faire preuve d'une volonté d'écoute mutuelle qui dépassera le seul déroulement des Etats généraux. Cela nous amenera à nous poser la question d'une procédure permanente d'écoute plus systématique dans le Parti. Entendre, cela veut dire que les rapports devront retracer les débats aussi fidèlement que leur richesse le permettra. Apprécier cette fidélité sera le sens de l'unique vote qui sera émis. Ensuite, le choix d'options et d'une orientation politique s'opèrera au congrès d'octobre. Au-delà, l'atmosphère des débats sera importante. Sera-t-elle terne et abattue comme après la défaite, ou sera-t-elle déjà enthousiaste et combative, amorçant la reconstruction ? Serons-nous vraiment débarrassés des conflits de pouvoir entre "grands chefs" ? Les Etats généraux se focaliseront-ils sur le bilan, c'est-à-dire, au fond, sur le passé, ou sur des questions d'avenir ? Tout cela fait partie des éléments à partir desquels on pourra apprécier la réussite de ces Etats généraux.

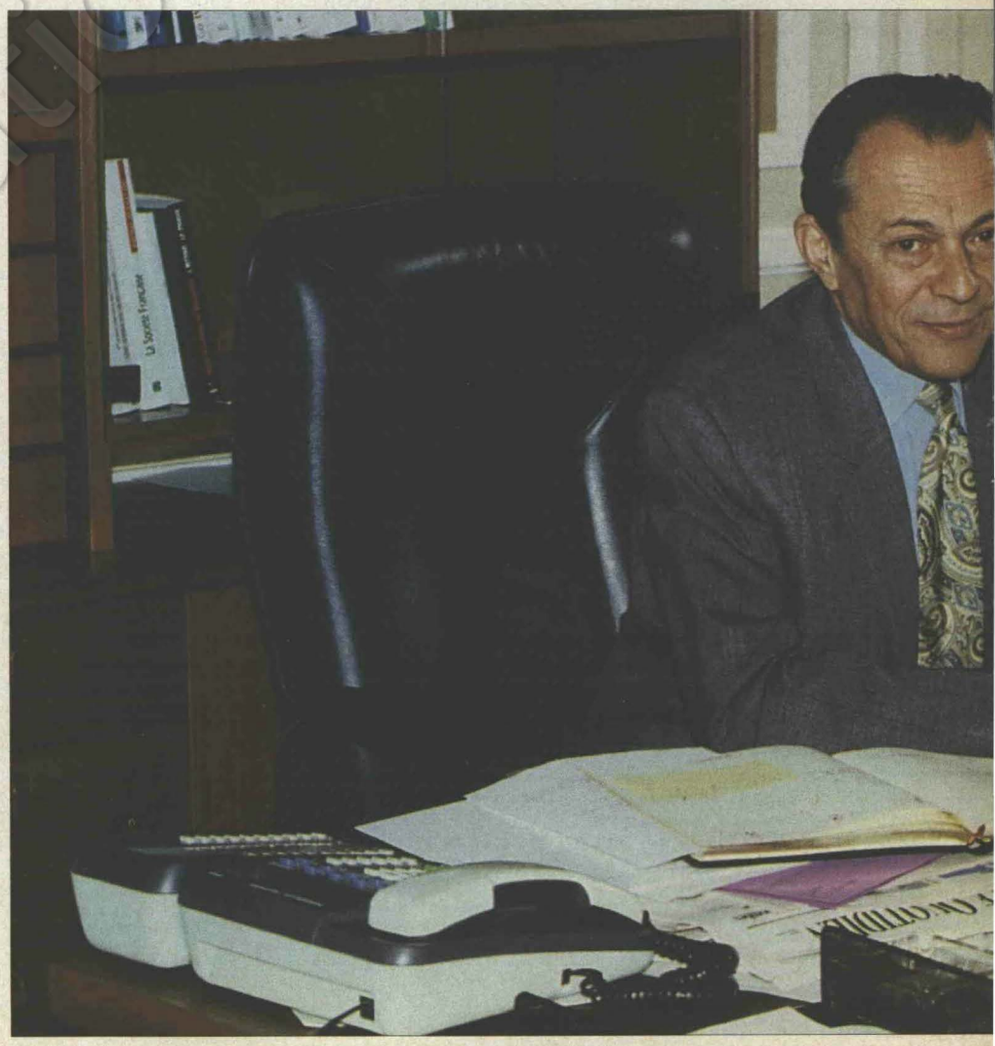
N'êtes-vous pas inquiet de la tonalité prise par les débats en province, à la fois très critiques et très axés sur le bilan, et faiblement porteurs de propositions pour l'avenir ?

Non. Après une défaite aussi forte que celle des législatives, c'était la moindre des choses que tout le monde dans le Parti ait le droit de s'exprimer sur les raisons de l'échec. Cette première phase était nécessaire. Il y a une critique générale des directions successives du Parti et du gouvernement. Il faut qu'elle soit exprimée. Il y a eu une acceptation générale des militants de se contenter d'une vie repliée. Il faut que ces choses soient dites de manière à ce qu'on puisse passer ensuite à l'application, aux orientations de demain, au travail, sans avoir du refoulé dans les esprits. En ce qui concerne la faiblesse des propositions, il ne faut pas en être surpris. Notre parti n'est pas un fourmillement d'idées qui vont dans tous les sens.

Par rapport à la relation entre le mouvement socialiste et la connaissance de la société, nous sommes dans une situation où il faut reprendre l'habitude de penser ensemble. Les réponses ne peuvent venir du jour au lendemain. Nous entendrons les inquiétudes, les aspirations, les intuitions et les générosités des camarades. Puis, ce sera au congrès de formuler collectivement des orientations politiques. L'espoir que je formule pour les Etats généraux de Lyon, c'est que notre volonté d'écoute mutuelle porte plus sur l'avenir que sur le passé et que nous envoyions au pays un message de mise en œuvre de la reconstruction.

Un défilé d'une cinquantaine d'orateurs disposant d'un temps de parole de cinq minutes peut-il réellement permettre des interventions de fond et assurer un débat sérieux ?

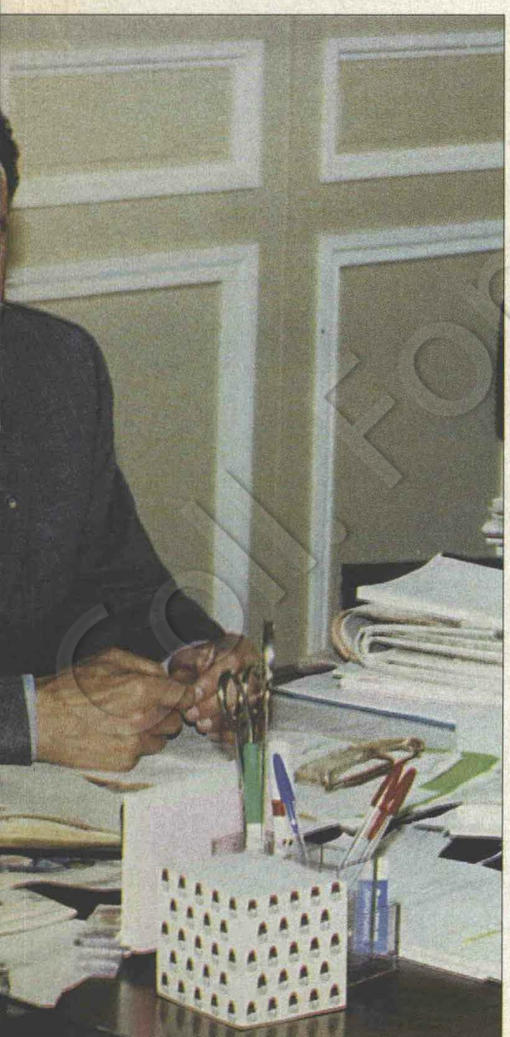
Il faut ne pas demander à une procédure collective plus qu'elle ne peut donner. En cinq minutes, on peut dire des choses importantes. La première condition est de traiter un seul sujet. La deuxième est d'avoir des idées. Il est évident que la structure d'un tel débat



n'est pas faite pour que l'on se réponde l'un l'autre. Il est donc inutile de l'espérer. Nous voulons enregistrer les messages majeurs. Selon que des délégués évoqueront ou non des sujets comme l'aménagement du territoire, la drogue ou les alliances, nous connaîtrons l'ordre de leurs priorités. C'est vital pour les militants comme pour les dirigeants.

Ces Etats généraux sont donc un test, un sondage des aspirations des socialistes...
Je n'aime pas le mot de sondage car il y a d'énormes malentendus dans le Parti sur ce terme. Quand j'ai voulu faire un discours pour expliquer qu'on ne saurait faire des transformations sociales qui vont contre le vœu profond de tout un peuple, le mot sondage ne figurait pas dans le discours mais quelques petits pervers, au PS, ont prétendu qu'on ne pouvait gouverner qu'avec les sondages pour soi, ce qui est absurde et antinomique. Dans l'art de gouverner, il y a des décisions nécessaires qui ne rendent pas populaire. Les sondages n'enregistrent pas des opinions mais des réactions. Les Etats généraux ne seront pas un sondage puisqu'on se sera beaucoup écouté. Les paroles prises le seront après des débats fédéraux. Se soumettre aux sondages est contraire à l'idée que je me fais du combat socialiste mais il faut se garder aussi de commettre la faute inverse : essayer de faire accoucher au forceps ce dont la société n'est pas porteuse. C'était l'objet de mon discours de Jouélès-Tours.

Nous sommes dans une situation où il faut reprendre l'habitude de penser ensemble



Vous vous êtes prononcé pour une disparition des courants. Est-ce réaliste ? Et par quoi les remplacer ?
Attention ! Je me suis prononcé pour la disparition des effets perturbateurs des courants parmi nous. En revanche, il est évident qu'un parti peut être traversé de courants d'idées différents et momentanément en désaccord. C'est même la condition de l'organisation d'un débat démocratique parmi nous. Il est logique de se regrouper quand on pense la même chose sur une question importante. En revanche, ce qui est insupportable, c'est qu'un tel accord doive forcément prendre les allures d'une allégeance permanente, et dans l'hostilité aux autres. Il faut donc pratiquer des règles statutaires qui ne figent pas des citadelles. Les courants ont leur dignité s'ils sont des lieux de débat, ils n'en ont plus s'ils sont des bastilles et des ghettos, même s'ils ne sont pas tous des écuries présidentielles. Mais ils nous ont fait du mal et il faut en corriger les excès. Qu'il y ait des clivages et des confrontations d'idées, c'est la fonction et l'honneur des partis politiques. Trancher entre des idées différentes est normal, ensuite sur des ambitions compétitives d'hommes ou de femmes n'est pas non plus déshonorant. Ce qui ne peut plus durer c'est de se battre seulement et toujours sur des enjeux strictement internes, sans vraies différences d'idée.

Comment s'opèrera l'articulation entre les Etats généraux et le congrès ?
Elle va se faire au comité directeur du 7 juillet. Les membres du CD devront s'être imprégnés de ce qui a été dit et écrit aux Etats généraux pour l'intégrer dans la mise en cohérence d'un projet politique qui sera soumis à la base au congrès. Se trouvera alors posée la capacité d'accord au sein du Parti et de ses sensibilités. Mais je ne suis pas pessimiste : le Parti a une énorme volonté d'unité. Ce qui remonte des Etats généraux jusqu'à présent ne laisse pas présumer de fractures graves sur l'orientation

Les courants ont leur dignité s'ils sont des lieux de débat

politique. Un exemple : on aurait pu s'attendre à une réaction franchement antieuropéenne. Il semble qu'elle soit très minoritaire. En revanche, une vigoureuse inflexion sociale de la construction européenne paraît très largement majoritaire. S'il n'y a pas de fracture grave sur cette question et sur celle des remèdes à porter au chômage de manière plus novatrice, il n'y aura pas fondement à des confrontations de visions du monde. Très franchement, au mois d'avril, lorsque nous avons lancé la procédure des Etats généraux, nous pouvions craindre davantage d'inertie, de règlements de compte ou de rechutes dogmatiques. Le PS a su se ressaisir.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

QUI SERA A LYON ?

1- Participent aux Etats généraux de Lyon avec droit de vote :
- *2.358 délégués des fédérations ;*
- *les délégués du secteur Entreprises à raison de deux délégués par GSE national et de deux par GSE régional (104 au total) ;*
- *les 262 membres du comité directeur titulaires et suppléants ;*
- *les 102 premiers secrétaires fédéraux. Au total : 2.826 votants.*

2- Participent aux Etats généraux de Lyon sans droit de vote :
- *les membres des commissions nationales du Parti (Entreprises, Femmes, Jeunes, Agriculture, Conflits, Contrôle financier ;*
- *les parlementaires (députés, sénateurs, députés européens).*

3- Assistent aux Etats généraux de Lyon :
- *1.000 à 1.500 invités ;*
- *100 personnes des délégations étrangères ;*
- *150 représentants des groupes, associations, syndicats, etc.*

Contributions arrivées au 28 juin 1993 :
- *60 synthèses fédérales ;*
- *plus de 900 contributions en provenance des sections ;*
- *plus de 150 contributions individuelles ;*
- *3 synthèses de secteurs PS : (International, Entreprises et Affaires sociales).*

SALAIRES, EMPLOIS

Balladur trop mou pour les patrons ?

Les patrons triomphent.
Quand il s'agit
de leur faire des cadeaux,
Edouard Balladur ne ménage
ni sa peine, ni les sous.
Normal, il les pique
dans la poche des smicards,
des retraités
et de tous les assurés sociaux.

Edouard Balladur pavoise. Modestement, comme il sied à un homme bien élevé. Son emprunt s'arrache comme des petits pains, les patrons des petites et moyennes entreprises applaudissent à la bonification de leurs prêts.
Edouard Balladur pavoise. Il avait déjà annoncé qu'il bloquerait retraites et allocations familiales comme il avait déjà bloqué le salaire des fonctionnaires. Le 1er juillet, les unes et les autres n'ont pas été revalorisées mais le premier ministre a frappé encore plus fort. S'en tenant strictement aux termes de la loi, il n'a accordé aucun coup de pouce aux bas salaires et n'a augmenté le SMIC que du minimum légal : hausse des prix plus moitié de celle du salaire horaire.
C'est déjà beaucoup trop pour le patronat. Il fait la fine bouche car il "aurait voulu que l'on s'en tienne au niveau actuel du SMIC" : Jean Domange, le président de la commission sociale du CNPF, a, au moins, le mérite de parler cru. C'est contraire à la loi ? Peu importe, il faut modifier la loi, qui "n'est plus adaptée". Non seulement les 1,5 million de smicards ne bénéficieront d'aucune augmentation de leur pouvoir d'achat mais ils vont le voir baisser brutalement. A partir du 1er juillet, toujours, ils paieront eux aussi les 1,3% d'augmentation de la CSG, sans pouvoir, eux, les défalquer de leurs impôts.
Edouard Balladur pavoise. Son ministre du Travail, Michel Giraud, découvre sur le tard les vertus de l'abaissement de la durée légale du travail qu'il avait vilipendée jusque-là. Il les découvre à sa manière, en incitant les branches professionnelles à négocier sur l'emploi et, simultanément, sur "tout ce qui constitue ses composantes et ses contreparties." Et de détailler : "Evolution de l'emploi, salaires, durée du travail, organisation et conditions de travail, formation et développement des compétences, indemnités en cas de pertes."
Une fois de plus, le CNPF n'est pas content. Il veut bien discuter de la question, mais seulement au sein de l'entreprise où il a les mains libres pour imposer sa volonté sous couvert de chantage à l'emploi, et pas à l'échelle des branches où il serait bien obligé de négocier avec les syndicats. Il ne veut discuter que dans un "cadre annuel", ce qui lui permettrait de faire sauter les verrous qui canalisent le système des heures supplémentaires en imposant un certain contingent et en l'obligeant à les payer plus cher. Il veut bien discuter, mais seulement à la condition, non soumise à négociation, que la réduction du temps de travail "s'accompagne d'une réduction corrélative des rémunérations." Cela a, au moins, le mérite de la clarté : le CNPF n'acceptera la baisse du temps de travail qu'à la seule condition qu'elle soit à la charge des seuls salariés, de tous les salariés, et que les patrons n'y mettent pas un sou.
Le patronat se sent pousser des ailes : il sait qu'Edouard Balladur a besoin de lui pour créer des emplois et il en profite. Mais investira-t-il si la demande continue de s'effondrer ? Le CNPF soutient Edouard Balladur. Comme la corde soutient le pendu.

M.G.

Abonnez-vous à Politis,

C'est le moyen le plus efficace de nous aider à tenir la gageure d'une presse engagée et libre !

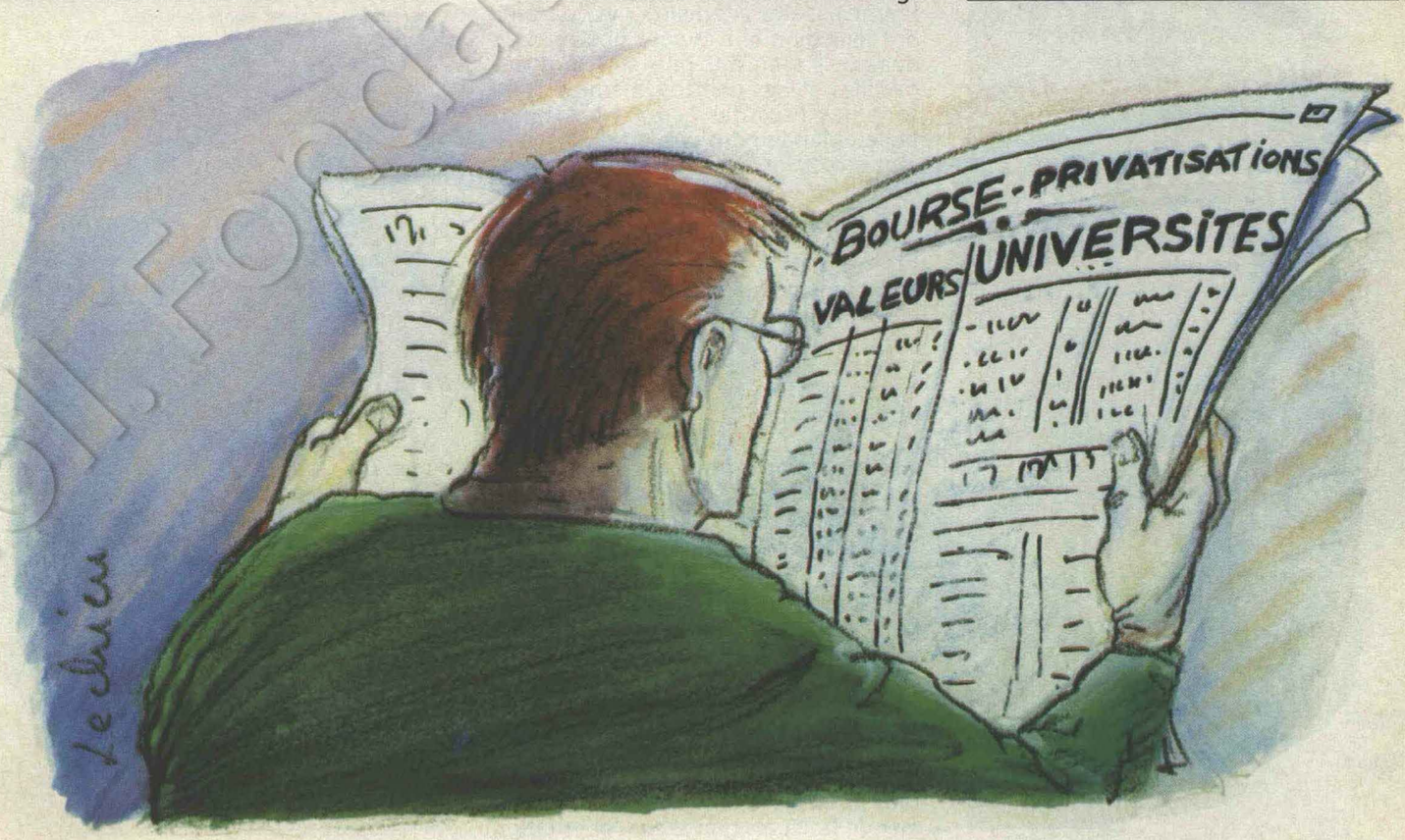
OFFRE SPÉCIALE 3 MOIS = 250 F

12 fois l'hebdo + trois mensuels + la revue

Nom .....

Adresse .....

Politis, 2b rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil ☎ 49.88.29.00



les Verts s'accordent un sursis

Il y a les inconditionnels du ni droite-ni gauche. Il y a ceux qui savent que leur famille est la gauche ou, plutôt, le camp de la transformation sociale. L'éclatement menace les Verts.

"Il n'y a pas de guerre des chefs, mais l'affrontement de deux manières d'aborder la politique, de donner un sens à ce monde..." Cet aveu d'Antoine Waechter, à l'issue de l'assemblée générale des Verts des 26 et 27 juillet, résume le point de cristallisation des oppositions auquel sont parvenus les Verts.

Même si, contrairement à ce qu'affirme Antoine Waechter, les oppositions de personnes sont réelles, les divergences sont plus profondes. Deux cultures en somme.

Il y a la culture d'Antoine Waechter et de ses partisans, essentiellement motivés par le combat environnemental et arc-boutés sur un ni droite-ni gauche, censé préserver leur pureté idéologique mais qui peut conduire à des accords avec la droite pour peu qu'ils fassent avancer la cause écologiste.

Il y a la culture de Dominique Voynet et de ses soutiens, issus pour beaucoup des divers creusets de la gauche et qui, certes avec des précautions, conviennent qu'il faut dépasser le concept du ni-ni pour rechercher "la construction d'un espace politique plus large avec ceux qui partagent avec les écologistes une même conception du progrès humain..."

"Il y a un certain totalitarisme à dire que les Verts ne viennent de nulle part." (...) "Est-ce nous, qui risquons de devenir un groupuscule groupusculant, qui allons donner des leçons au PS ?" Une partie des militants écologistes manifestaient ainsi leur lassitude devant une attitude consistant à considérer le mot "gauche" comme un gros mot. Mais ils étaient aussi nombreux à conspuer ce même mot et ce qu'il recouvre.

Cette dichotomie a empêché l'adoption d'un texte précisant la stratégie du mouvement. "Quand une ligne médiane ne s'est pas dégagée, il n'y a pas de texte", convenait Antoine Waechter.

Cette méthode de la non-décision, qui a préservé l'existence même du mouvement, risque de montrer très vite ses limites.

M.T.

DEPENSES DE SANTE

Simone Veil choisit la facilité

C'était la solution la plus simple, pas la plus courageuse. Pour réduire la croissance des dépenses de santé, le gouvernement décide... de moins rembourser.

De qui se moque-t-on ? Après la ponction opérée par la CSG sur les salaires, et les plus bas plus que les gros (qui pourront la déduire de leurs impôts), l'augmentation du prix des carburants, le gel du SMIC (voir ci-contre), tout ce que le gouvernement trouve pour réduire l'inflation des dépenses de santé est... de pressurer encore le consommateur. Avec un taux de remboursement des consultations de 75% et des médicaments de 70% et 40%, les Français sont déjà parmi les plus mal lotis de la Communauté européenne (ils se classent au 14e rang des pays de l'OCDE). Eh bien, ils vont encore descendre : désormais, la Sécu ne leur remboursera plus que 70% sur les consultations, 65% et 35% sur les ordonnances ! A ce nouveau régime, les plus pénalisés seront les plus défavorisés, ceux qui n'ont pas de mutuelle, les retraités, les salariés des petites entreprises... Vous avez dit démocratique ?

Certes, Simone Veil en appelle à la bonne volonté des professionnels. Ce qui n'engage à rien tant qu'on ne s'en donne pas les moyens. Or, rien n'est imposé aux professionnels. Pour la médecine de ville, les économies attendues découlent des contrôles exercés par les unions professionnelles, prévues par la loi Teulade. Là où le bât blesse, c'est que les décrets d'application n'ayant pas été signés, les unions n'existent pas. Autrement dit, quand le ministre des Affaires sociales déclare que "la part incombant (aux assurés sociaux) sera inférieure à l'effort demandé aux producteurs et prescripteurs", comment y voir autre chose qu'un vœu pieux ?

"Le portefeuille des assurés sociaux tient lieu de politique d'assurance-maladie", résume Claude Pigement, délégué à la santé du PS. Toucher aux seuls assurés est scandaleux. C'est en outre inefficace et le trou de la Sécu risque fort de rester vertigineux : "Rembourser moins n'a nulle part permis de maîtriser les dépenses de manière durable", souligne Béatrice d'Intignano (1), qui milite pour responsabiliser les médecins, soit en redonnant un rôle central aux généralistes et en limitant l'accès aux spécialistes, soit en imposant une enveloppe globale. Le gouvernement est-il prêt à appliquer ces vrais remèdes contre les privilégiés qui l'ont élu ? Rien n'est moins sûr.

P.J.

(1) Auteur de "La Protection sociale", dans "La Tribune", 29 juin.

◆ AVORTEMENT ◆

POUR LE DROIT DE CHOISIR

Les attaques contre les centres d'interruption volontaire de grossesse continuent. En outre, ces centres souffrent de plus en plus de restrictions budgétaires et ne peuvent plus assumer l'accueil et l'information nécessaires.

Depuis 1990, les opposants à l'avortement ont attaqué une quarantaine de CIVG. Et cela, en toute impunité. Il y a quelques mois, cependant, quelques personnes ayant participé à une de ces attaques commandos comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Pau. Un procès qui se soldait par une simple amende de 5.000 F. Une condamnation qui, selon la Confédération nationale du mouvement français pour le planning familial, "a minimisé les actes commis." Mardi dernier, à Bordeaux, devait avoir lieu un autre procès de ce type. Dix-huit personnes ayant participé, le 29 mai 1992, à l'attaque du centre d'IVG de l'hôpital Saint-André comparaissaient et les militants pour la défense du droit à la contraception et à l'avortement espéraient que ce nouveau procès mettrait fin au sentiment d'impunité. Mais la défense ayant demandé la nullité de la recevabilité de plusieurs parties civiles, le procès fut renvoyé au 13 juillet. Parmi les inculpés, il y a Claire Fontana, présidente du mouvement la Trève de Dieu, et son secrétaire général, Thierry Lefèvre (inculpé pour violence). Cette association s'est fait remarquer par ses attaques de centres calquées sur une méthode américaine : occupation des locaux, destruction de matériel, insultes envers les patientes... Le Planning familial insiste sur le fait que la plupart des associations antiavortement "ont une idéologogie d'extrême droite." En Gironde, plus de 700 médecins de toute spécialité ont signé un manifeste intitulé "Pour la liberté des femmes et des hommes, pour une condamnation exemplaire du commando anti-IVG."

Outre ces attaques, la remontée de l'ordre moral a aussi d'autres formes. Les centres d'IVG sont sans cesse étranglés par les restrictions budgétaires, les médecins y travaillant n'ont pas de statut et ces centres deviennent les parents pauvres de l'hôpital public, cela dix-huit ans après la loi Veil. Le ministre du même nom, dans une interview accordée au journal "La Vie" déclare vouloir améliorer les conditions d'exercice des médecins des CIVG. Il serait temps !

C.L.

FICHIERS

la vente par correspondance sur la sellette

La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a présenté son rapport d'activité 1992. Elle s'inquiète notamment de la multiplication des fichiers nationaux.

En 1992, la CNIL a traité 26.699 dossiers de formalités préalables (3.057 demandes d'avis, secteur public ; 5.991 déclarations ordinaires, secteur privé et 17.651 déclarations simplifiées et modèles-types, et secteur public privé) soit une augmentation de 54% par rapport à 1991, ce qui révèle une accentuation de l'informatisation de la société. Les saisines de la Commission (4.315) ont augmenté de 22% : 1.555 plaintes, 948 demandes de conseils, 531 demandes de droit d'accès indirect (fichier des RG), 1.165 reclamations en matière de vente par correspondance et presse. La CNIL constate un accroissement spectaculaire des saisines en matière de VPC et souhaite l'élaboration rapide d'un code de bonne conduite dans ce secteur du marketing direct.
La Commission a effectué une trentaine de contrôles et a dressé trois avertissements, dont un au maire (FN) de Saint-Gilles (Gard), qui disposait d'un fichier de la population permettant notamment de comptabiliser les étrangers par nationalité. Jacques Fauvet, le président, souligne une nette accentuation de la centralisation d'informations sur les personnes, ce qui augmente les risques. Ainsi la CNIL a été saisie de quatre projets nationaux : Sécurité sociale, permis de conduire, La Poste pour les changements d'adresse, Banque de France pour les chèques irréguliers.

Chrystie Lipani



BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Le PS a conquis deux sièges sur la droite aux cantonales partielles de dimanche dernier. A **Argentat** (19), l'élection de René Teulade est significative car elle s'accompagne d'une participation électorale très élevée : 82,7% des votants.
L'ancien ministre des Affaires sociales obtient 55,6% des voix -500 voix de plus sur 4.572- que le sortant RPR invalidé, auquel il avait ravi la mairie d'Argentat en 1989.
A **Aureilhan** (65), Pierre-Henri Lacaze, maire depuis 1959, a récupéré son siège de conseiller général. Derrière le RPR au premier tour, il a bénéficié d'un bon report des suffrages communistes et obtient 53,1%.
A **Nice**-14 (06), le candidat FN invalidé a été réélu -face à l'UDF- avec 57% des voix.
A **Caen-8** (14), un UDF est élu face à Gilles Deterville, PS (42,4%).
Et à **Caen-6**, il n'a manqué que 5 voix à Jangui Le Carpentier, PS, pour l'emporter sur le candidat RPR, en dépit d'un bon report des suffrages écologistes et communistes (faible participation : 29,1% contre 25,8% au premier tour).
Le candidat socialiste va déposer un recours pour distribution de tracts en dehors des délais.
• On votait également pour le premier tour.
A **Pau-Nord** (64), le RPR est en tête (42,4%) du scrutin organisé pour remplacer René Cazenave, PS, décédé. Jamin Habib, candidat socialiste, membre de l'équipe du député-maire de Pau, André Labarrère, recueille 27,5%.
A **Châtenois** (88), pour remplacer un RPR décédé, le candidat RPR est en ballottage favorable.

■ **Le RPR cultive sa variété. A l'onctuosité imperméable d'Edouard Balladur, Jean-Louis Debré oppose un langage de salle de garde. "Arrêtons de déconner", intime le secrétaire général adjoint du mouvement gaulliste aux membres du gouvernement. "Il faut que l'ensemble des ministres arrêtent de jouer perso et jouent collectif. Que X, Y ou Z arrêtent de penser en termes de carrière politique... Je dis à Pierre, Paul, Philippe, François, Simone, Valéry, Jacques : arrêtons, parce que les Français en ont assez de nos divisions.". (Forum Radio-J, le 27 juin, soit moins de trois mois après les législatives).**

■ Balladur n'avait pas osé.
Chez eux, le 11 juin, il avait affirmé aux élus du Nord-Pas-de-Calais que les Français commenceraient à sentir "un souffle nouveau dès septembre". Mais, en les recevant quinze jours plus tard à l'hôtel Matignon, le premier ministre a osé les inviter à la patience : "Ce sera long, a-t-il indiqué, ce sera une œuvre de longue haleine" dont on ne verra les résultats "ni à la fin de cette année, ni au début de l'autre."
S'enhardissant complètement, le premier ministre a fini par indiquer qu'il avait inscrit "une action de redressement du pays" sur cinq ans et qu'il avait pour ambition de tracer "un grand projet pour la décennie qui vient".

TRISTE 1er JUILLET

Le 1er juillet marque une date particulièrement dure pour les Français modestes. Jugeons plutôt :

- *Augmentation de la CSG de 1,3%, pour ponction annuelle de 40 milliards.*
- *Gel des traitements des fonctionnaires.*
- *Non-revalorisation des minima de pension.*
- *Non-revalorisation des retraites.*
- *Non-revalorisation des allocations familiales.*
- *Non-revalorisation de l'aide au logement.*
- *Ajustement minimum du SMIC.*
- *Réduction de 5 points du taux de couverture maladie.*

Le gouvernement Balladur a choisi ses cibles : les salariés, les retraités et les Français de condition modeste. Il a engagé l'aggravation de la récession dans l'injustice sociale.

Communiqué du bureau exécutif du 30 juin 1993.

Politique sociale

Remplacer le plein emploi par la pleine activité ?

Le plein emploi est-il encore possible ? Mais quel plein emploi ? Allons-nous vers une société de pleine activité ? Au-delà de leurs divergences, Yoland Bresson, doyen de la faculté de sciences économiques de Paris XII et Jean Le Garrec, ancien ministre délégué à l'emploi, pensent plus activité que travail, plus revenus que salaires.

De la discussion jaillit la lumière

Plus de 3 millions de chômeurs en France, 23 annoncés l'an prochain dans la CE. Que faire, face à cette exclusion massive ?

Yoland Bresson. Le plein emploi est fini. Plus il y a progrès, plus il y a croissance et plus il y a destruction d'emplois.

Jean Le Garrec. Nous pensions que l'Etat pouvait maîtriser le marché. Le marché a gagné par KO, nous ne pouvons plus nous rattacher aux hypothèses du passé, y compris à la conception de l'économie mixte. Le postulat qui était dans nos têtes -les bénéfices d'hier font l'investissement d'aujourd'hui et l'emploi de demain- n'apporte pas de réponse au chômage. Mettons, comme disait Victor Hugo, un bonnet rouge au dictionnaire, ayons une volonté d'autocritique. Que le politique, déjà, se réapproprie l'économie.

Comment créer des emplois ?

J.L.G. Je vois trois pistes : le temps de travail, l'exploration de richesses inexploitées, les emplois d'accompagnement.

Le chômage sert à justifier deux projets : celui de l'hyperlibéralisme -dérégulons, faisons sauter tous les verrous- et celui de la montée du nationalisme -replions-nous, protégeons-nous. Je suis un praticien et je me méfie de tout raisonnement généraliste. Le chômage n'est pas homogène. On ne peut pas apporter la même réponse au chômage -récent- des gens qualifiés et à celui des non-qualifiés.

Dans l'espace économique ouvert à la compétition internationale, l'automobile ou l'assurance, par exemple, je pense, comme Yoland Bresson, que nos sociétés ne peuvent plus s'organiser autour de la valeur travail. Remettons d'abord en cause, dans nos esprits, les systèmes d'organisation comme le fordisme et le taylorisme. Ensuite, pourquoi pas la semaine de quatre jours avec une organisation différente du temps de travail, des machines et une part de compensation salariale ? Je regrette l'échec de la réduction négociée du temps de travail par unités, avec aide de l'Etat, que j'avais lancée fin 1982. Elle devait aboutir à la création de 90.000 emplois supplémentaires par an. On a perdu dix ans.

Il existe un autre espace économique, moins (ou non) soumis à la concurrence. Mais pourquoi le chômage est-il de 2% en Flandre belge et de 7,5% en Flandre française ? D'un côté, on voit des plages aménagées,

Coll. Fondation Jean Jaurès

de belles petites maisons, des lignes de téléphone enterrées ; de l'autre, des plages vides, un habitat négligé, des poteaux qui brisent les perspectives. Il y a ainsi, en France, des potentialités de développement d'espaces qui pourraient créer des milliers d'emplois. Il y a aussi le champ énorme des emplois d'accompagnement -aides aux personnes âgées, agents de protection de l'environnement, etc.- dont la difficulté majeure est le financement. Là, le revenu d'existence que prêche Bresson pourrait être une solution.

Y.B. Vous préparez des Etats généraux et les mots que vous utilisez sont périmés. Les idées d'économie mixte, d'espace protégé, de capitalisme, sont mortes. Le socialisme, aussi, est mort, tel que nous l'avons conçu. Vous continuez à soutenir que le plein emploi est possible.

J.LG. Je le maintiens.

Y.B. C'est le nœud du débat. Vous avancez des solutions localisées, des tentatives comme le partage du temps de travail. Vous recherchez, en fait, le plein emploi par d'autres moyens. Cette tentative est vaine. Elle ne peut donner que des réussites localisées.

J.L.G. Ce n'est déjà pas mal.

Y.B. Non, parce qu'elles sont trompeuses. Elles conduisent à prolonger les médications micro-économiques, à améliorer de façon localisée l'activité, alors que la maladie est en train de gagner tout le corps social. C'est là que la réappropriation de l'économique par le politique prend un sens.

Il y a, dans notre société, confusion entre emploi, travail et activité. L'emploi est une règle conventionnelle d'intégration de l'individu dans l'ensemble collectif. La montée de la précarité prouve que ce contrat est en train d'exploser : le plein emploi, tel qu'il était défini, n'y a plus sa place. En revanche, le travail -ou l'activité- est illimité. Il faut chercher la pleine activité, et non pas le plein emploi. Ceux qui persistent à dire qu'il n'y a pas de solution hors l'Europe s'en servent d'alibi pour ne rien faire. Il existe des solutions nationales.

"Changer le mode de distribution du revenu est une question de répartition, non de masse"

Cette solution, c'est le revenu garanti pour tous ?

Y.B. Le partage du temps de travail, que prône Jean Le Garrec, est l'une des pistes. Mais il est une fin, non un moyen. On ne pourra avancer dans ce domaine que si l'on coupe le lien obligé entre emploi et revenu qui fonde notre organisation sociale.

Le revenu d'existence est un revenu alloué à tous sans condition, parce qu'on existe et qu'on participe à la communauté. Il est calculé sur les ressources du pays, non sur les besoins des individus. L'individu complète librement son revenu d'existence par des revenus d'activité qui seront, encore longtemps dans notre société, des salaires. Ils accompagneront la transformation du salariat parce qu'il va mourir, comme le servage.

Une autre forme d'organisation se mettra en place progressivement. Elle assurera la démocratisation de la liberté de gestion de son temps. Cet avantage, qui était réservé aux nobles et aux rentiers, deviendra accessible à tous. Tous seront libres d'organiser leur temps toute leur vie.

Comment intégrer cette transformation dans la guerre commerciale internationale ? Les protectionnismes divers nous mènent à l'échec. En revanche, nous gagnerons en reconstituant une cohésion sociale, en orientant le corps social tout entier vers un projet commun. Il faut un nouveau contrat social autour d'un projet.

Action immédiate et projet à plus long terme doivent être menés de front. Changer le mode de distribution du revenu est une question de répartition, non de masse. Quelle que soit la quantité de richesses, c'est son mode de répartition qui transforme la société.

Comment changer les règles du jeu, dissocier le travail du revenu ?

Y.B. Si l'on estime à 1.500 F par mois le montant de ce revenu d'existence, le coût total serait de 1.100 milliards par an. Actuellement, plus de 840 sont déjà distribués à travers des canaux complexes : allocations familiales, RMI, etc. Pour étendre ce revenu à tous, il suffirait d'y ajouter 220 autres milliards par an.

Le système bancaire pourrait faire les avances nécessaires. Les banques toucheraient des intérêts financiers sur cette avance. Elles ont le même intérêt que les citoyens à la cohésion du corps social. Avec un tel système, ceux qui travaillent verraient leur salaire augmenter par mois des 1.500 F du revenu d'existence. Plus besoin d'augmentation : le coût du travail reste stable. Du côté de l'Etat, plus besoin d'allocations familiales... le poids des prélèvements diminue, tout en continuant à aider les chômeurs, d'où un gain considérable de compétitivité. Cet effort collectif pourrait être accompagné d'une incitation à changer les règles du temps de travail.

C'est une vraie révolution, mais une révolution tranquille et exemplaire.



▲ *De gauche à droite : Jean Le Garrec et Yoland Bresson.*

Si la France s'y engageait, elle retrouverait sa cohésion sociale, assouplirait son organisation du travail, prendrait de l'avance. Elle deviendrait un exemple, rapidement imité.

J.L.G. L'idée de Bresson est révolutionnaire, utopique et, en même temps, réaliste. Nous l'avions avancée dès 1982, en proposant que l'Etat compense la baisse de salaire liée à la réduction de la durée du travail : nous étions, alors, trop en avance. Prenons, aujourd'hui, l'exemple des agriculteurs : vaut-il mieux continuer à leur verser un salaire artificiel, sous forme de subventions à des productions dont on ne sait que faire et qui coûtent cher, ou leur assurer un revenu minimal garanti en échange d'un travail de protection de l'environnement, comme la plantation de haies ou le débroussaillage de chemins ? Le RMI est, lui aussi, l'amorce de l'amorce de l'idée, balbutiante et insuffisante, qu'on garantit un revenu contre une activité. D'un côté, de l'autre, on cherche à arriver à quelque chose. La transformation du rapport au travail a déjà commencé. Le financement ? Tout le monde disait que nous n'arriverions pas à financer le RMI. On l'a financé, trois fois plus que ce qui était prévu à l'origine !

La grande difficulté réside dans l'offre d'activité : c'est le nœud du problème. Elle existe potentiellement, en tant que gisement, mais elle n'existe pas en tant que système d'organisation. Il faut, en même temps, la financer. Sinon, les résistances du corps social sont considérables. On ne peut pas opposer celui qui a encore, pour les années à venir, un travail dur avec un revenu relativement faible, à celui à qui on offrirait une garantie dont le revenu serait de même niveau.

La collectivité est-elle prête à aller dans ce sens-là ?

J.L.G. Beaucoup plus qu'on ne croit. Si on recensait toutes les initiatives locales, on serait étonné par leur foisonnement, leur créativité.

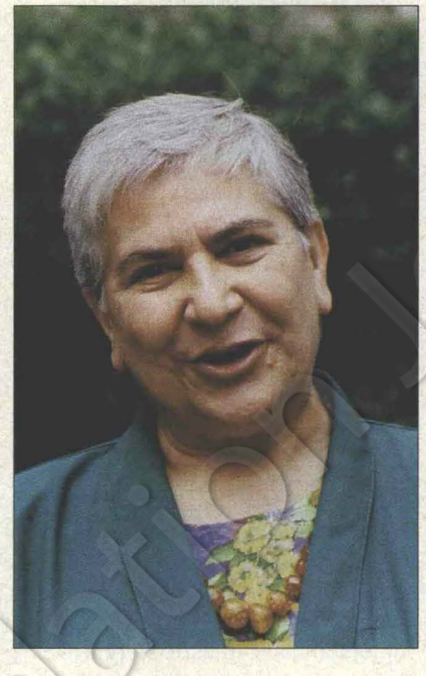
Y.B. Les résistances sont dans les têtes de l'élite qui nous gouverne.

J.L.G. Combien de fois suis-je tombé, en me promenant, sur des petits villages qui n'ont pas de difficulté budgétaire : pourtant, la place est à refaire, l'école à reconstruire... On peut multiplier ces possibilités de travail par cent. Encore faut-il retrouver une capacité de mobilisation, en finir avec le débat des experts, s'ouvrir à la citoyenneté, lancer le débat politique.

Propos recueillis par Monique Grima et Patricia Jaffray

Garantir l'utilité sociale de tous

"Les femmes réapprennent à la société à remettre le travail à sa vraie place"



Marie-Claude Vayssade, député européen, élue d'une région particulièrement frappée par le chômage, la Lorraine, plaide pour que la société entière se mobilise pour garantir l'utilité sociale et la dignité de tous.

Assistons-nous à une transformation du rapport au travail ?

Dans nos sociétés, le travail est une source de revenus mais également le moyen de reconnaissance sociale. J'ai vécu en Lorraine la conversion de la sidérurgie. J'ai vu des gens profondément conscients de leur dignité d'ouvriers dans une industrie qu'ils aimaient avec leurs tripes. La perte pour eux allait bien au-delà du travail.

En Lorraine, on est passé d'une tradition de grosses unités de production à un réseau d'entreprises moyennes et petites, à un autre mode de relations sociales. C'est peut-être la première étape d'un changement du rapport au travail. L'accès massif des femmes à l'emploi constitue un autre élément important d'évolution. Parce qu'elles travaillent en gardant dans leur esprit la responsabilité de leur maison, de leurs enfants, elles réapprennent à l'ensemble de la société à remettre le travail à sa vraie place.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail, nous n'avons pas assez distingué deux pistes : réduire le temps de travail ne signifiait pas forcément réduire le temps de production. Plutôt que de réduction du temps de travail, je souhaiterais que l'on parle de gestion du temps de vie des individus. Que l'on regarde l'ensemble des rythmes : les temps des enfants, des transports, des loisirs, que l'on essaie de redonner aux gens une maîtrise globale de leur temps. La réflexion autour de l'alternance périodes de travail et de formation a été engagée. Malheureusement, elle a été conçue plus comme une manière de mettre à l'écart des gens dont on ne savait plus que faire que comme s'intégrant dans une carrière.

Dans la mutation actuelle, les collectivités locales devraient jouer un rôle déterminant. Auparavant, les entreprises s'implantaient près des matières premières, des fortes concentrations de main-d'œuvre ou de consommateurs. On avait une localisation géographique obligatoire. Ce n'est plus le cas. Les collectivités territoriales peuvent mieux gérer les emplois de proximité mais aussi les caractéristiques économiques de leur zone. Dans la région de Toul, autour d'une industrie du cristal, un groupe de communes a créé un centre de recherches, une plateforme verrière... Un exemple de ce que réussissent des gens qui réfléchissent ensemble sur un avenir économique fondé sur une production traditionnelle, à laquelle on associe d'autres débouchés, des gens nou-

Une lettre de Jean Poperen

J.-P.B., qui m'exécute en 15 lignes dans le "Vendredi" du 25 juin 1993, s'est sans doute trompé d'adresse.
C'est à l'évidence le livre d'Hamon-Rotman "La Deuxième Gauche" (Ramsay) qui est visé et non le mien. Car c'est sur ce livre uniquement que s'appuie ma démonstration, ce livre qui explique comment la deuxième gauche a tenu le haut du pavé dès 1981, et d'ailleurs, il s'en félicite !
Et chacun peut en effet porter son propre jugement, se féliciter ou déplorer cette domination idéologique et politique. Mais les faits sont les faits, les textes sont les textes.
La deuxième gauche est-elle un sujet tabou, sauf pour ses thuriféraires ? Est-il permis de l'affronter sans être accusé de "régler ses comptes" ? Ses partisans peuvent-ils supporter le débat de fond sans manier le discrédit... ou la censure ?
Car, à la différence du reste de la presse ou des médias, les organes de la deuxième gauche, à part quelques lignes de mépris condescendant, ont choisi de faire silence sur mon livre.
Allons, camarades, le libre débat, ce n'est pas seulement un slogan pour les tribunes de congrès.
PS. J.-P.B. termine sur ce qu'il croit être une habilité et qui n'est qu'une bourde : "Poperen étant au gouvernement Rocard". En effet, la ligne que j'ai proposée au congrès de Rennes est celle même que je développe aujourd'hui dans mon livre. Je n'ai pas changé.

veaux... Ces possibilités ne peuvent être découvertes que sur le terrain, avec un rôle d'incitateur des élus. Ce qui suppose la capacité de changer les pratiques démocratiques. Si les efforts de conversion lorraine ont été en partie couronnés de succès, c'est aussi parce que des gens ont pris conscience que l'aide de l'Etat arriverait d'autant mieux qu'ils auraient eux-mêmes commencé à prendre leur destin en main.

S'achemine-t-on vers une société où il faudra renoncer définitivement au plein emploi ?

Quelque chose en moi se révolte à cette idée. Mais je me souviens qu'il y a plus de vingt ans, en 1970, un Français qui travaillait à l'aménagement du territoire, au Québec, m'avait dit : "Nous entrons dans une société où il faudra s'habituer à vivre avec un volant important de chômage." Je ne l'ai pas cru. Mais j'ai gardé cette interrogation en moi. Avec cette question fondamentale : si ce n'est plus le travail au sens classique, quelle capacité a notre société de produire de l'activité socialement utile ? Car la dignité des gens tient à leur utilité sociale. Seule une mobilisation générale de toute la société permettra d'y répondre.

Propos recueillis par P.J.

● CONTRIBUTION : Guy Le Neouannic

Indépendants mais pas indifférents

Le dialogue social suppose deux interlocuteurs : le pouvoir politique et les travailleurs. Pour la Fédération de l'éducation nationale, le syndicalisme implique donc une participation active à la vie démocratique du pays.

Le Parti socialiste organise des Etats généraux, les 2, 3 et 4 juillet prochains. C'est sa responsabilité. La FEN n'a pas à être partie prenante de ces débats. Mais, organisation syndicale confrontée à l'ensemble des problèmes de société, et plus spécialement aux questions relatives à l'éducation, à la formation et à la vie des jeunes, elle sera attentive à cette initiative. La FEN est en effet partie prenante de la vie démocratique du pays comme le sont les partis politiques eux-mêmes.

Mais le rôle du politique et celui du syndical ne sauraient se confondre. Le mouvement syndical s'administre et décide de ses positions et de ses actions en toute indépendance. Indépendance, mais pas indifférence. Tout ce qui touche aux libertés publiques, à l'évolution et à la transformation de la société, à la vie sociale, dont le syndicalisme est une des composantes, le concerne.

La FEN affirme son choix d'un syndicalisme réformiste qui articule en permanence rapport de force et négociation pour obtenir des résultats. Cela suppose que le syndicalisme soit en mesure de prendre en compte, de coordonner et d'organiser les revendications des salariés, d'établir les cohérences, de définir des priorités, de faire les synthèses nécessaires pour bâtir un projet de transformation sociale qui place l'homme au cœur de sa démarche. En ce sens, nous réaffirmons que, dans une authentique démocratie, le pouvoir n'appartient qu'au citoyen. Dans un monde en pleine mutation, il est décisif pour l'avenir de redéfinir une notion moderne de la citoyenneté fondée sur les valeurs républicaines.

La laïcité, éthique de la vie sociale fondée sur les exigences de liberté, d'égalité, de responsabilité, de respect d'autrui, reste notre référence majeure. Elle est le fondement même de la liberté. Le syndicalisme doit, par sa pratique, par son discours, par son engagement, montrer que ces valeurs sont une chance et un espoir pour tous. Elles ne sont la propriété exclusive ni du syndical ni du politique, mais chacun doit répondre à la fonction qui est la sienne.

En ce sens, quand un parti accède au pouvoir, il doit prendre en compte, mieux que cela n'a été fait jusqu'à présent, le rôle essentiel que joue le syndicat dans l'exercice de la démocratie, il doit privilégier, en lui donnant concrètement tout son sens, le dialogue social. Il faut admettre la capacité du syndicalisme responsable à être force de proposition.

La FEN souhaite que l'ensemble de ces questions aient leur place dans le débat que le Parti socialiste a choisi d'initier. ■

Guy Le Néouannic est secrétaire général de la FEN.

Le syndicalisme a pour finalité l'émancipation de chaque femme et de chaque homme. Son action quotidienne pour améliorer le sort des travailleurs doit participer de cet objectif global. Les exigences du syndicalisme de transformation sociale n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans une vision de la société qui place l'homme au cœur de toute démarche.

(Statuts de la FEN - Préambule)

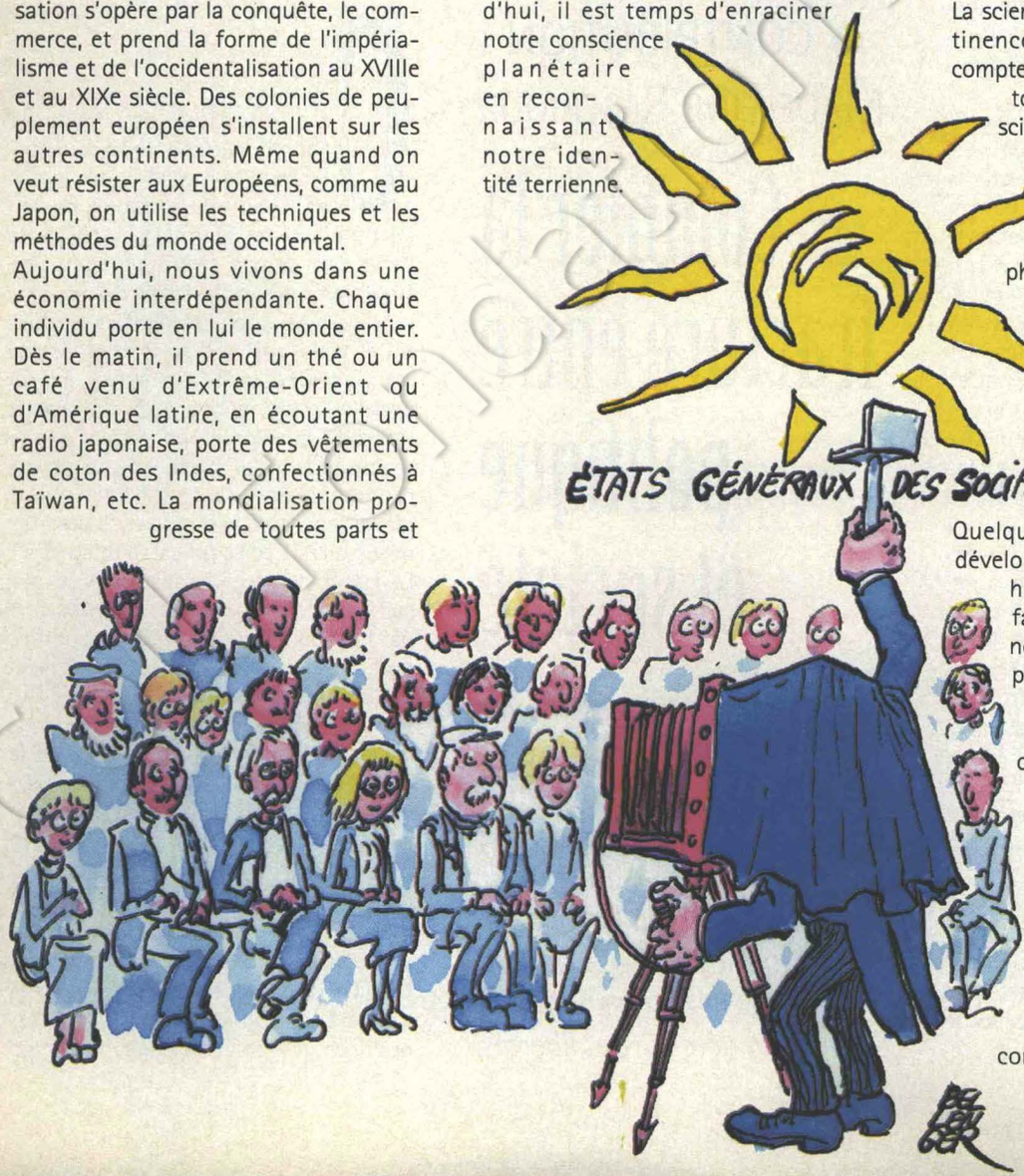
Edgar Morin : "Essayons de civiliser la Terre"

La réforme de la pensée est à l'ordre du jour.
A cet égard, "ce n'est pas la lutte finale, mais la lutte initiale", affirme Edgar Morin.
Dans "Terre-Patrie" (1), le sociologue nous invite à reconnaître notre identité terrienne.
Et dans l'interview qu'il nous a accordée,
à passer notre socialisme au crible de cette nouvelle conscience planétaire.

Quelles grandes évolutions ont conduit à la mondialisation des idées, de la politique et de l'économie ?

L'ère planétaire commence au XVIe siècle, avec la découverte de l'Amérique, les voyages autour de la Terre et les premiers grands échanges qui vont du microbe aux aliments. La mondialisation s'opère par la conquête, le commerce, et prend la forme de l'impérialisme et de l'occidentalisation au XVIIIe et au XIXe siècle. Des colonies de peuplement européen s'installent sur les autres continents. Même quand on veut résister aux Européens, comme au Japon, on utilise les techniques et les méthodes du monde occidental.

Aujourd'hui, nous vivons dans une économie interdépendante. Chaque individu porte en lui le monde entier. Dès le matin, il prend un thé ou un café venu d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine, en écoutant une radio japonaise, porte des vêtements de coton des Indes, confectionnés à Taïwan, etc. La mondialisation progresse de toutes parts et non seulement avec les techniques. Chacun de nous a des flashes de conscience planétaire. Quand on voit des malheureux au Bengale subissant une inondation, les victimes en Amérique latine d'un tremblement de terre ou ceux d'une guerre atroce, des pulsions de solidarité se manifestent. Ces flashes sont éphémères. Aujourd'hui, il est temps d'enraciner notre conscience planétaire en reconnaissant notre identité terrienne.



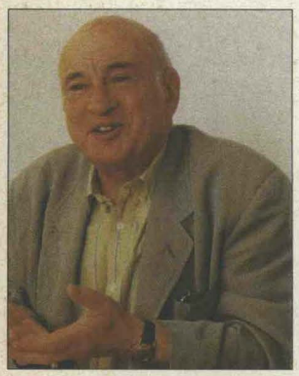
Face à la globalisation et la complexité de ces phénomènes, vous en appelez à une pensée complexe. Pouvez-vous la définir ?

"Complexus : ce qui est tissé ensemble." La pensée complexe est capable de faire la navette entre le tout et la partie. Aucun problème ne peut être résolu dans le cadre d'une simple discipline. La science économique manque de pertinence parce qu'elle ne se rend pas compte que l'économie dépend de l'histoire, du social, du politique... La science écologique est une polydiscipline qui a pour objet les écosystèmes : dans la nature, les interactions entre êtres vivants et milieu physique créent spontanément un système qui a ses règles d'organisation. L'écologue a des compétences en botanique, en zoologie, en physique, en géographie, il a le sens de l'ensemble tout en ayant une connaissance des parties. Quelques sciences commencent à se développer dans ce sens. Les sciences humaines et sociales devront le faire également. Plus largement, nous devons faire une réforme de pensée avec cette formidable expérience que nous a donné le XXe siècle et avec de nouveaux outils conceptuels.

Vous dites qu'il faut à la fois préserver l'unité et la diversité ?

Nous sommes habitués à opposer ces notions plutôt que de les penser ensemble. L'unité humaine, liée au fait que nous avons des ancêtres communs, est anatomique, géné-

tique, psychologique. L'affectivité humaine fondamentale est partout la même. Il y a donc une unité humaine, mais capable de créer des diversités culturelles. De fait, il y a eu une diaspora humaine, les sociétés se sont différenciées, les langages sont devenus incompréhensibles les uns aux autres, chacun a cru à son Dieu et à ses mythes. Aujourd'hui, nous sommes devant une très grande diversité de cultures. Les plus faibles sont en voie de destruction, alors qu'elles possédaient des trésors de connaissance, de sagesse, de vertus. Cette diversité culturelle comporte d'innombrables richesses qu'il faut sauvegarder.



▲ *Edgar Morin.*

L'autre impératif est le cosmopolitisme. Toutes les cultures ont été le fruit de rencontres. Il n'y a aucune culture pure. Les métissages sont souvent créateurs, comme aux Etats-Unis. Nous avons besoin de villes cosmopolites comme New York ou Paris. L'Ecole de Paris (Modigliani, Soutine, Chagall) a été composée par des peintres venus de tous les pays du monde. Ce contre quoi il faut lutter, c'est l'homogénéisation qui rend les individus interchangeables.

Il est possible techniquement et matériellement de réduire les inégalités, de nourrir les affamés, de ralentir la croissance démographique, de changer le travail. Mais il est impossible de le faire. Le réalisme est-il utopique ?

Comment se fait-il qu'au moment où des besoins alimentaires se font sentir en Somalie, ou ailleurs, on réduise les surfaces cultivables en France ? Des experts Diafoirus vous disent : c'est la rationalité économique. Il faut remettre en question ce mot de réalisme. Le réalisme, en 1941, c'était de miser sur la victoire des nazis. Après 1945, sur la pérennité de l'Union Soviétique. Un des vices de la pensée contemporaine, entretenu par le déferlement médiatique, c'est la perte de mémoire. Nous avons perdu la mémoire de ce que nous n'avions pas prévu : la guerre froide à peine un an après la victoire des alliés, la rupture de l'alliance entre la Chine et l'URSS, l'effondrement rapide de l'Union Soviétique, l'euphorie libératrice des années 1989-90. Attendons-nous à l'inattendu !

Peut-on encore utiliser le mot socialisme ?

Dans le socialisme, il y avait une double prise de conscience : celle de la mondialité avec l'Internationale, et celle d'une barbarie de la civilisation avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Malheureusement, Marx a enfermé tous les maux de l'humanité dans le capitalisme. Alors qu'il y a aussi une barbarie qui vient du pouvoir en tant que tel et, aujourd'hui, l'alliance des anciennes barbaries avec la barbarie glacée et anonyme de la technobureaucratie.

Le mot socialisme se trouve aujourd'hui atteint de deux maladies. L'une est l'essoufflement normal de la social-démocratie, l'autre, le cancer du totalitarisme. Mais le socialisme a porté un espoir, des aspirations à plus de liberté, d'autonomie, de solidarité, de fraternité qui ne sont pas mortes et vont renaître. Sous ce nom ou sous un autre.

Le socialisme est profondément atteint par la crise de l'idée de progrès. La science, la technique, l'industrie, la raison ne pouvaient qu'être bénéfiques dans leur progression. Mais on s'est rendu compte que la science est ambivalente, depuis les effets de la bombe atomique jusqu'à ceux des éventuelles manipulations génétiques. La technique peut être asservissante, l'industrie ne produit pas que du bien-être mais aussi des dégradations et des pollutions. La crise des deux socialismes s'inscrit dans la crise générale du progrès, de la perte d'un futur garanti. Le salut terrestre, la formule paradisiaque de la religion applicable sur Terre, une société transparente, unanimiste, quand on a été tenté de la mettre en œuvre, on en a vu les résultats. On ne peut espérer qu'en un monde meilleur, et non dans le meilleur des mondes.

Est-ce ce que vous entendez par votre "évangile de la perdition" ?

La Terre est un minuscule fétu dans un gigantesque univers. Nous ne savons d'où nous venons ni où nous allons. Nous sommes en totale perdition, mais la bonne nouvelle, c'est que nous avons une maison, un jardin, un foyer -la Terre- et un destin commun : nous

● CONTRIBUTION :
MADELEINE REBERIOUX

Combler la fracture entre politique et société

La Ligue des droits de l'homme défend l'idée que la crise subie par la citoyenneté est plus ancienne que l'arrivée de la droite au pouvoir. D'où l'injonction qu'elle lance à la gauche de débattre en priorité de la défense des libertés.

Ce que la Ligue des droits de l'homme attend de la gauche ? D'abord que celle-ci qui, naturellement, ne se réduit pas au Parti socialiste, prenne la mesure de l'état dans lequel se trouve la société française : désarroi, retrait de citoyenneté comme rarement dans notre histoire. Voilà qui va bien au-delà d'une défaite électorale ou de ce qu'on appelle "l'alternance". Voilà qui devrait interdire aux forces politiques qui se réclament de la gauche de parler de recomposition ou d'alliances avant d'avoir consacré le temps, et la volonté, nécessaires à cette réflexion de fond.

La Ligue, cette généraliste des droits, sait que ceux-ci ne sont garantis que par l'action des citoyens. Or, ce sont les pratiques de citoyenneté et les organisations qui en sont les supports qui sont aujourd'hui en crise. Et cette crise n'a pas commencé avec l'arrivée de la droite au pouvoir. Le mal vient de plus loin. Faire ce constat ce n'est pas en rejeter la seule, ou la principale responsabilité, sur "les socialistes". Ce n'est pas nier ni mépriser tant d'acquis importants. C'est inciter à regarder plus au fond.

La LDH pense en effet qu'il est grand temps d'analyser les conséquences comportementales, civiques,

subissons les mêmes menaces mortelles et nous vivons les mêmes problèmes de l'ère planétaire. Alors, essayons de civiliser la Terre.

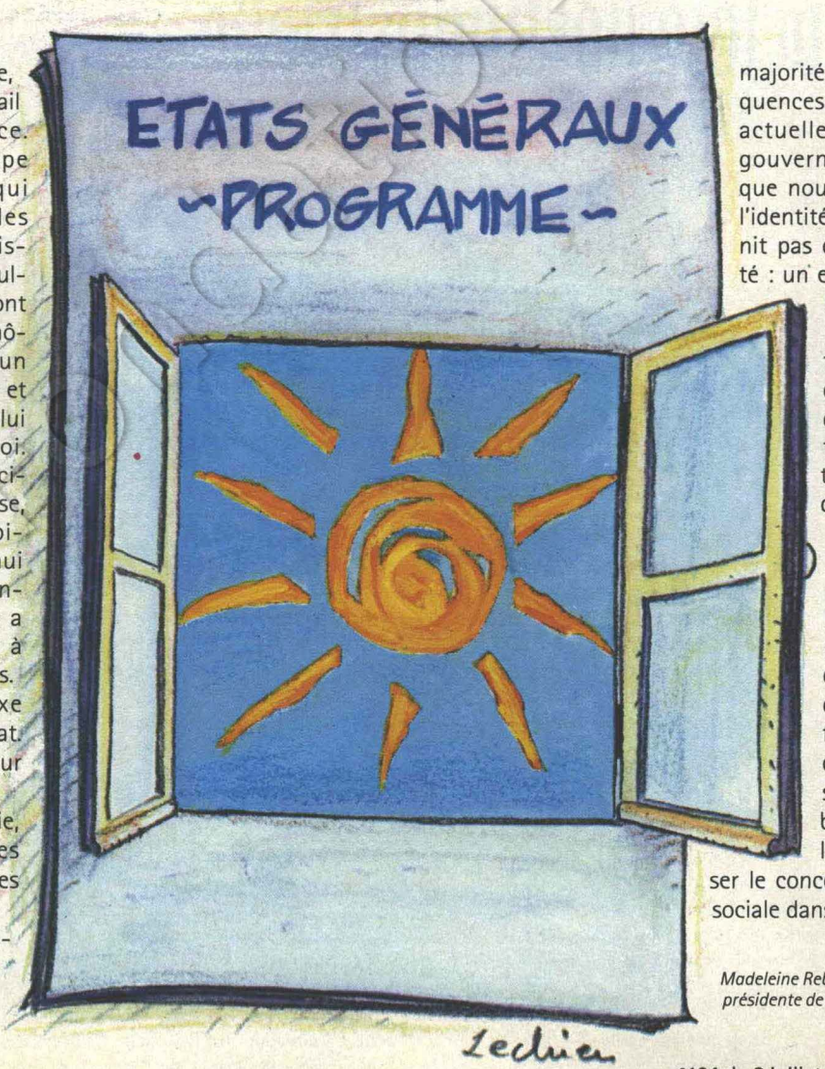
Comment analysez-vous l'échec récent du Parti socialiste ?

Ce Sedan électoral s'explique par des carences anciennes. Deux idées, très jolies, comme l'écorce de la coloquinte, mais vides à l'intérieur : l'idée de l'union de la gauche et celle de "changer la vie" qui étaient déjà vides lors de la victoire de 1981. La vie ne se change pas comme ça. Il ne pouvait y avoir que désappointement par rapport à cette espérance. La transformation de la SFIO en Parti socialiste ne s'est pas accompagnée d'un travail de repensée et le Parti n'a pas vu que la vague qui l'a porté au pouvoir était faite d'un énorme rejet de la droite qui dirigeait depuis 1958. L'euphorie, la satisfaction de quelques formules, ont masqué un vide qu'on ressent fortement aujourd'hui, mais qui était présent dès le début. Bien entendu, l'usure du pouvoir, la crise, ont joué leur rôle. Mais la question de fond, c'est l'absence de travail de repensée dans les années 70 et 80. Une fois les belles proclamations effondrées, la gestion et l'économisme ont pris le pas sur le politique. Le mot capitalisme a cessé d'être le croquemitaine. Nous ne nous sommes pas rendu compte que nous étions menacés par une formidable barbarie à l'intérieur de notre civilisation. L'affaire du sang contaminé a montré la nécessité de civiliser la techno-bureaucratie. En quelques années, la société s'est urbanisée, d'innombrables problèmes sont apparus, dont les banlieues sont les symptômes. C'est alors qu'il faut élaborer une politique de civilisation.

Il faut souvent une grande défaite pour opérer l'électrochoc qui mène à une régénération. La perspective européenne et planétaire me semble indispensable à restaurer. Non seulement parce qu'elle permet de retrouver la vieille sève du mouvement pour la fraternisation des peuples. Mais parce qu'elle correspond à une nécessité impérieuse. Aucun grand problème ne peut être traité à l'échelle d'une nation. Nous sommes entrés dans un moment de décomposition, mais nous ne savons pas quelle va être la recomposition. Il y a des craquements en chaîne. La décomposition soviétique entraîne des conséquences, y compris aux Etats-Unis. L'avenir des Etats-Unis comme superpuissance est problématique. Nous sommes dans un monde devenu fluide, dans une période incertaine où nous devons nous engager pour tout ce qui est associatif. Association ou barbarie ? C'est la question centrale. C'est dans le tissu associatif que l'on pourra tenter de riposter aux formidables défis de notre fin de millénaire et civiliser notre civilisation.

Propos recueillis par
Bernard Chaouat et Claude Polak

(1) Le Seuil, 120 F.



du chômage et de la crise, de l'organisation du travail qu'il met en évidence. Ce chômage qui frappe d'abord les jeunes, qui menace l'ensemble des femmes et dont la croissance est utilisée pour culpabiliser les salariés qui ont "encore" du travail. Ce chômage qui conduit chacun à se replier sur lui-même et à voir dans l'étranger celui qui lui prend son emploi. Ce chômage qui tue le citoyen. La société française, la gauche française, doivent entendre aujourd'hui le message de la citoyenneté sociale que la Ligue a élaboré en mai dernier à son congrès d'Aubervilliers. Un message complexe et fort. Un appel au débat. Un appel à tout faire pour que l'on tende à combler la fracture qui s'est établie, à gauche aussi, entre les directions politiques et ces forces vives de la société. C'est à ce prix -essentiellement à ce prix- que nous convaincrons la majorité des Français des conséquences liberticides des projets actuellement défendus par le gouvernement. C'est à ce prix que nous les convaincrons que l'identité de chacun ne se définit pas d'abord par son hérédité : un enfant né et scolarisé en France est Français. A ce prix que nos compatriotes comprendront qu'en précarisant le sort des étrangers, en mettant en place un système répressif et policier de suspicion généralisée, c'est la société française tout entière qui est menacée.

Nous attendons de la gauche non seulement qu'elle défende, sans défaillance et sans faux-fuyant, les libertés, mais qu'elle traite le mal à sa source sociale, là où le bien civique est atteint, là où il importe d'imposer le concept neuf de citoyenneté sociale dans toutes ses dimensions. ■

Madeleine Rebérioux est présidente de la Ligue des droits de l'homme.



La société rurale, qui semble pourtant être la moins exposée, encaisse de plein fouet les changements culturels.

● CONTRIBUTION : MICHEL BERARD

L'avenir du monde rural dans la société postindustrielle

Positionnés sur le problème de l'exclusion en milieu rural, nous sommes confrontés à deux questions fortes, révélatrices, parmi d'autres, du fait, qu'en dix ans, nous avons changé de monde.

1 - Les ruraux sont en prise directe avec les décisions internationales (PAC, GATT...). Au-delà des stratégies corporatistes, c'est la question du rapport à la terre qui est posée : terre nourricière, terre de production, terre de loisirs, terre des ancêtres, terre don de Dieu. Comme le soulignent les participants au groupe de Seillac : "La production agricole doit être considérée dans le cadre du problème global que soulève l'évolution des relations de l'homme avec la nature, avec le vivant et, d'une certaine façon, avec lui-même." C'est la problématique de Rio et la démarche qui devrait sous-entendre la réflexion écologique.

■ LE SOCIALISME DANS LE MON

Régulation contre libéralis



Gérard Fuchs explique pourquoi il revient au socialisme d'organiser les évolutions actuelles du monde.

Quelle est votre analyse de l'évolution du monde depuis la chute du mur de Berlin ?

Géard Fuchs, secrétaire national du PS aux relations internationales. Elle a été dominée par deux facteurs. Tout d'abord, la mondialisation économique favorisée par les mutations technologiques, qui affectent directement notre vie quotidienne : emploi, bien sûr, environnement, mais aussi sécurité dans les banlieues, liée à la question de la drogue. Ensuite, la disparition du bloc soviétique a mis fin à un ordre politique que nous avons toujours condamné mais qui assurait cependant une certaine stabilité.

Pour moi, la caractéristique centrale de cette période est la disparition de toute régulation : économique, car les Etats ne sont pas à même de maîtriser la mondialisation, politique, en raison de la fin des blocs.

Quels nouveaux modes de régulation doivent être mis en place ? Quel peut être le rôle de l'ONU ?

Si de nouvelles régulations ne sont pas établies, le jeu sans contrôle du libéralisme conduira à une aggravation des inégalités et des tensions internes et externes. De même les nationalismes et intégrismes, renforcés par des tensions sociales, menaceront la paix.

Sur le plan économique, il est nécessaire d'établir des pouvoirs politiques capables de reprendre prise sur l'événement. Pour nous, cela signifie la transformation de la Communauté européenne, aujourd'hui essentiellement économique, en une véritable entité politique, se substituant aux Etats là où ceux-ci sont défaillants.

Sur le plan stratégique, cela signifie renforcer le rôle de l'ONU dans des conditions crédibles, c'est-à-dire, à mes yeux, la doter d'une capacité d'action, y compris militaire, indépendante des Etats-Unis. Sur le plan commercial, j'admets que le commerce international apporte un plus, ce qui, d'ailleurs, est le premier présupposé du GATT. Mais je récuse l'idée selon laquelle le libéralisme permettrait un partage équitable de ce plus. On sait depuis longtemps que la dérégulation rend inégaux les échanges entre un pays fort et un pays faible.

A mon sens, le commerce international doit être réorganisé sur trois bases.

• La réciprocité entre pays développés, c'est-à-dire, pour nous, avec les Etats-Unis et le Japon. C'est un point essentiel de l'identité européenne qui doit s'affirmer.

• L'acceptation d'une ouverture asymétrique en direction des pays pauvres, destinée à favoriser leur développement. Cette ouverture doit être régulée par des accords sur les volumes et les prix d'importation, notamment dans les relations avec l'Europe centrale.

• Enfin, nous ne pouvons échapper à l'introduction des clauses sociales pour contrôler le commerce avec les nouveaux pays industriels dont la technologie devient comparable à la nôtre mais où le droit social et le droit du travail sont inexistants. Sinon, c'est notre modèle de société qui serait remis en question.

Comment mettre ces exigences en application ?

A l'échelon européen. C'est là que les socialistes se distinguent du protectionnisme traditionnel de la droite. Cela suppose une évolution du rapport de force entre libéraux et progressistes. La récession actuelle fait évoluer très vite les mentalités, en particulier en Allemagne. Les socialistes européens doivent gagner le combat engagé pour donner à l'Europe une véritable identité politique.

Comment la définissez-vous ?

Je retiens quatre priorités pour l'Europe.

• Donner une impulsion, à l'échelon communautaire, à la politique économique qui ne fonctionne plus à l'échelon national. Le traité de Maastricht contient les instruments nécessaires. Il y a là un fort levier pour plus de croissance et d'emploi.

• Organiser une politique industrielle et de recherche analogue à celles dont sont dotés nos principaux concurrents (amé-

Collection Fondation Jaurès

2 - Le développement de l'exclusion est révélateur de notre entrée dans une société postindustrielle.
Quelle doit être l'évolution du travail ? Sous la forme de l'emploi salarié, le travail était, dans le système industriel, le lieu privilégié de la redistribution des richesses, de l'organisation de la hiérarchisation sociale, donc, de la cohésion sociale. De ce fait, les personnes exclues du travail sont aussi exclues de la société. La construction de réponses adaptées soulève un débat sur la valeur travail.
De notre expérience se dégagent quelques pistes modestes.
Il faut savoir résister à la logique gestionnaire, aux réponses d'urgence sécurisantes, susceptibles de bloquer les solutions à moyen terme. Les personnes exclues dans l'impossibilité d'envisager le futur sont réduites à vivre le temps comme une succession d'instants, de moments. Elles sont en cela fortement renforcées, notamment les jeunes, par une culture de l'image, du paraître, de l'événement.
Paradoxalement, leur projection dans l'avenir demande la redécouverte de leur passé personnel et collectif. Un projet de vie, comme un projet politique, s'inscrit dans une histoire dans l'histoire.
Parallèlement, nous avons appris des sociétés rurales la nécessité pour trouver la capacité d'élaborer un projet d'avenir, de ré-affirmer leur identité culturelle. Comment gérer un tel besoin dans une période où se développent, sous des formes diverses, des résistances au changement : repliement corporatiste, renforcement identitaire, renfermement localiste, régression passéiste ? Il faut exprimer de façon constante et concrète l'articulation entre le local et le planétaire, le sectoriel et le global.
Une évolution de cette ampleur sera le produit d'une œuvre collective.
Notre expérience de travail en partenariat nous rend optimistes sur la capacité des responsables à travailler en commun, au-delà des positionnements institutionnels et idéologiques, sur les questions de l'exclusion. Le problème est politique, les réponses ne seront pas d'ordre technique. Il est indispensable de ne pas limiter ces espaces de débat aux seuls initiés. L'expression des populations, et spécifiquement des personnes en difficulté, dans le cadre d'une démocratie participative, doit être organisée selon des formes à inventer à tous les échelons de la vie politique et institutionnelle, y compris parlementaire. Organisation d'autant plus indispensable, dans une période où l'évolution s'accélère, révélant les limites d'une démocratie représentative. ■

Michel Bérard est secrétaire général de l'Union nationale des missions locales rurales.

DE ■

me

ricains et japonais) au-delà de leurs discours libéraux. La puissance publique joue un rôle dans ces deux pays à travers des organismes comme la NASA, le Pentagone ou le MITI.
• Organiser les relations commerciales comme je l'ai évoqué.
• Commencer à écrire le chapitre social indispensable avec deux priorités : des droits reconnus pour les salariés des entreprises multinationales, l'engagement d'une négociation sur la réduction du temps de travail, sans laquelle il n'y aura pas de solution durable à la question du chômage.

Que pensez-vous des décisions adoptées à Copenhague ?
La présidence assurée par Poul Rasmussen, premier ministre social-démocrate danois, a bien aidé à ce que la question du chômage ait été au centre des débats du Conseil européen.
Les décisions prises ne sont pas encore à la mesure de la situation. Elles marquent une première prise de conscience, que la réunion préalable des dirigeants du Parti des socialistes européens a certainement favorisée.

Où en est le Parti des socialistes européens ?
La création du PSE, à La Haye, en novembre 1992, représente un pari sans précédent. Ou nous sommes capables d'organiser le combat politique (et aussi syndical, d'ailleurs) de façon à reprendre prise sur l'économie, ou nous renonçons à notre raison d'être : maîtriser un progrès qui n'en est plus un en le remettant de façon équitable au service de tous. Le PSE, rompant avec l'UPSE, permet, par la rencontre régulière de ses dirigeants, de faire converger les points de vue et d'assurer une expression politique qui avait trop fait défaut dans le passé. Le contenu du manifeste en préparation pour les élections européennes de juin 1994 fera apparaître, je l'espère, que nous ne nous situons plus dans une problématique dépassée pro ou antieuropéenne : aucune solution crédible pour répondre aux difficultés actuelles ne peut être envisagée à l'échelon national, alors même que le traité de Maastricht, malgré ses insuffisances, offre les outils de la nécessaire nouvelle organisation. Ce manifeste doit symboliser la volonté de rassembler tous les partisans d'une Europe sociale et protectrice, opposée à une Europe libérale et dérégulatrice.
Je crois en effet que, dans les prochaines années, l'essentiel du combat politique opposera les tenants du libéralisme aux tenants de la régulation. Qu'il s'agisse des questions commerciales ou sociales, ou de la nécessité d'une puissance publique, les socialistes doivent prendre la tête du second camp. Ils ont la légitimité historique pour le faire. A eux d'intégrer les évolutions actuelles du monde et de s'organiser en conséquence, au double plan de l'Europe et de la planète.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

● CONTRIBUTION :

PLANNING FAMILIAL

Pour la dignité de la femme

Œuvrant pour les droits des femmes depuis presque quarante ans, le Mouvement français pour le planning familial a, malheureusement, encore beaucoup à faire. Une lutte de chaque jour, en France et dans le monde.

Depuis sa fondation, le Mouvement français pour le planning familial se veut moteur d'une dynamique de changement vers une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire, plus libre.
Lors de son dernier congrès, en mai 1993, il s'est réaffirmé mouvement féministe de lutte et d'éducation populaire dans une situation socio-économique de plus en plus dégradée.
Concernant son terrain spécifique, il a constaté l'avancée de certaines revendications au prix de mobilisations continues avec ses partenaires : le décret d'application de la loi Calmat sur le dépistage des MST et du sida et le vote de délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse en sont deux exemples.
Cependant, aujourd'hui, le droit de choisir est loin d'être accessible à toutes les femmes, à tous les jeunes, et c'est bien ce droit qu'il va falloir défendre contre les attaques de toutes sortes, ce droit pour lequel il va falloir continuer à se battre. En 1993, est-il concevable qu'une femme en situation de détresse soit une délinquante

Fondation Copernic

lorsqu'elle veut interrompre une grossesse au-delà de dix semaines ? Est-il concevable qu'une jeune fille mineure doive demander l'autorisation d'un parent pour interrompre une grossesse alors que, pour mettre au monde un enfant, la question ne se pose même pas ? La dépénalisation de l'avortement, son inscription au Code de la santé, la suppression des restrictions de la loi de 1975 sont toujours à l'ordre du jour.

Toujours à l'ordre du jour, une véritable politique d'éducation sexuelle pour une prévention des grosesses non désirées, des violences sexuelles, des MST et du sida avec la reconnaissance des lieux de proximité que sont les établissements d'information et les centres de planification ouverts à toutes et à tous.

Toujours à l'ordre du jour, le remboursement et l'accès à tous les moyens de contraception et le droit à la gratuité dans les centres habilités à les délivrer.

Toujours à l'ordre du jour, le développement de la recherche sur de nouvelles méthodes contraceptives.

Lors de son congrès, le MFPF insistait sur la nécessité de vigilance concernant les questions de bioéthique qui, de façon insidieuse, remettent en cause le droit des femmes au profit du statut de l'embryon, vigilance aussi contre toute forme d'exclusion des personnes porteuses du virus du sida.

Un enjeu majeur a été défini par la lutte contre les viols et les violences à caractère sexuel. Peut-on imaginer, à l'aube du XXIe siècle, que les femmes continuent à craindre pour leur vie, leur dignité, dans la rue, au travail, dans leur foyer ? Solidaire, c'est une valeur pour laquelle le MFPF entend mobiliser ses forces. Solidaire des femmes de l'ex-Yougoslavie victimes du viol utilisé comme arme de guerre en toute impunité solidaires des femmes de l'Est, des femmes qui, partout, se battent pour vivre dignement.

Ce sont pour nous les éléments d'un changement politique et social pour lequel nous agissons. ■

● CONTRIBUTION : PHILIPPE CAMPINCHI

Définir clairement le clivage droite-gauche

Pour l'UNEF-ID, le PS doit prendre position sur les grandes questions qui préoccupent les jeunes, -l'immigration et le sida- et ouvrir des pistes nouvelles pour répondre au chômage.

Qu'avez-vous envie de dire au PS à l'ouverture des Etats généraux ?

D'abord, je crois à la nécessité qu'existent des partis dans ce pays comme je crois à l'existence des syndicats. Une démocratie a besoin d'une majorité et d'une opposition. Lorsqu'il y a une majorité écrasante à l'Assemblée comme aujourd'hui, les députés d'opposition ne peuvent pas peser sur les débats. Ce déséquilibre se fait au détriment de la démocratie.

Ce que j'attends du PS ? Ce qu'il n'a pas fait assez ces dernières années : qu'il crée un dialogue social avec les organisations, qu'il soit attentif aux mouvements sociaux, qu'il ait des initiatives, une pédagogie.

Je souhaite aussi un positionnement plus clair du PS sur des questions décisives, l'immigration par exemple. Sur les lois Pasqua, j'ai regretté qu'il ne fasse pas entendre une voix plus forte. S'il s'en était donné les moyens, il aurait pu mobiliser de façon importante. Il ne l'a pas fait.

Dans l'enseignement supérieur, quel chantier devrait préoccuper la gauche ?

La gauche aurait dû faire une vraie réforme de l'université, tout de suite, en 1988. L'augmentation du nombre d'étudiants est telle que les structures pédagogiques sont largement inadéquates. Les éléments de rénovation pédagogique sont arrivés trop tard. Ils ne se sont pas mis en place. Aujourd'hui, la droite fait voter une proposition de loi qui mènera à l'émiettement de notre enseignement supérieur.

Pour vous, où passe aujourd'hui le clivage droite-gauche ?

J'ai été très frappé par l'absence totale du sida dans le programme de l'UPF. Mais il existe une ligne de fracture particulièrement évidente : la question de l'immigration. Je crains hélas que ce clivage ne traverse en partie le PS. Pour moi, la gauche, c'est l'ouverture à l'Europe, au monde, le refus du repli protectionniste. Etre de gauche, c'est être généreux, ne pas privilégier un certain confort français, se battre pour une société ouverte aux autres. Le PS ne parle pas aux jeunes, il n'aborde pas les questions qui les préoccupent. Il n'y a pas aujourd'hui d'atomes crochus entre les jeunes et la classe politique. Pour beaucoup de 20-30 ans, l'avenir, c'est le sida, le chômage. Le fait que l'ONU n'arrive à rien en Yougoslavie, que la France seule ne puisse prendre d'initiative pour faire bouger la situation internationale, renforce cette idée que les hommes politiques ne peuvent rien faire. Il faut définir un projet capable de répondre à l'angoisse du chômage, de montrer aux jeunes qu'ils ont un avenir et que les partis politiques sont capables de faire autre chose que s'entredéchirer. J'espère que les Etats généraux seront l'occasion de voir surgir et de promouvoir des idées nouvelles. Nous sommes dans une période de crise des syndicats, des partis. Si les Etats généraux permettent au PS de réfléchir à ces difficultés, d'envisager de nouveaux modes de fonctionement, ce sera une réussite.

Propos recueillis par P.J.

Philippe Campinchi est président de l'UNEF-ID.

"VENDREDI" DANS TOUS SES ETATS

Les 3 et 4 juillet , *"Vendredi" publiera deux suppléments en direct des Etats généraux. Vous ne serez pas à Lyon mais vous êtes curieux de savoir ce qui s'est passé dans les coulisses et travées ? Ou, plus sérieusement, vous voulez posséder l'intégrale des comptes rendus ? Ou, version aficionado, vous tenez absolument à avoir la collection complète de "Vendredi" ?*

Alors, commandez-les dès maintenant.

Pour 30 F, nous vous les enverrons, dès le 5 juillet.*

*Commande à adresser à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75007 Paris.
Chèque à l'ordre de "Vendredi".

LES SOCIALISTES ALLEMANDS APPELLENT A L'UNITE

le SPD à l'heure de la relève

Comme il fallait s'y attendre, une large majorité des délégués (79,3%) a suivi le vote indicatif des 868.989 militants (56% d'entre eux ont participé au vote) consultés la semaine dernière. A lire la presse, du très conservateur "Die Welt" en passant par le "Frankfurter Allgemeine Zeitung" jusqu'au journal de gauche berlinois "Taz", le congrès aurait été d'abord marqué par le résultat relativement modeste de Scharping (Enghölm avait été élu, en mai 1991, président du parti avec 96% des voix) et par l'appel à l'unité du nouveau président du SPD.
Pour qui a pu suivre les débats du comité directeur (Parteirat) du SPD et ceux du congrès, l'impression est fort différente. Certes, les blessures qui ont pu marquer l'annonce de candidatures rivales à la succession (Gustav Schröder, Heidemarie Wieczorek-Zeul et Rudolf Scharping) ne sont sans doute pas encore refermées, et la gauche du parti a du mal à accepter que le représentant

Rudolf Scharping, 45 ans, ministre-président de Rhénanie-Palatinat a été élu président du SPD, le 25 juin, par les délégués du congrès extraordinaire convoqué à Essen.

d'une alliance -pour l'instant dans son land- avec les libéraux du FDP prenne en charge les destinées du SPD. D'où l'appel à l'unité, vivement soutenu par les "anciens", qu'il s'agisse de Johannes Rau ou de Helmut Schmidt, qui a déjà annoncé qu'il apporterait "tout son concours à Scharping pour les prochaines élections au Bundestag". Mais ce qui avant tout s'exprimait, tant par la bouche des délégués que dans le discours de Rudolf Scharping, c'était la volonté d'aller de l'avant et de se poser en solution de rechange au gouvernement Kohl. La succession des "petits-fils" de Willy Brandt étant réglée, le SPD doit retrouver une crédibilité quant à sa capacité à apporter une réponse aux nombreuses questions que se posent les citoyens de l'Allemagne unie.
Pour Scharping, le SPD ne peut plus se contenter "d'être le parti qui distribue". Justice sociale et création de richesses sont intimement liées. A vouloir négliger le dernier de ces termes, on en vient vite à maltraiter le premier. Le nouveau président du SPD en appelle ainsi à "une modernisation de l'Etat social" qui exige, par exemple, d'affirmer haut et fort que "l'aide sociale ne doit être attribuée qu'à ceux qui en ont vraiment besoin." Parler de répartition sans réfléchir au financement de la politique sociale est une gageure. Certaines couches de la population -notamment les professions libérales- ont vu leur



Rudolf Scharping : "Le SPD doit s'ouvrir à la diversité des opinions".

Coll. Fondation Gabriel Péri

revenu augmenter beaucoup plus que la moyenne. Il apparaîtrait juste de faire davantage contribuer ces catégories, car "seuls les riches peuvent se permettre un Etat pauvre." Les thèmes de l'immigration et de la politique du logement furent également abordés. Quant à la politique extérieure, Scharping s'est prononcé en faveur d'un "renforcement du système des Nations Unies" et souhaite "bâtir une Allemagne dont personne ne doive avoir peur." Le SPD ne pourra relever ce défi que s'il "s'ouvre à la diversité des opinions" qui doit caractériser un parti populaire. La force de la social-démocratie réside aussi dans sa capacité à trouver des partenaires.
On retiendra la volonté du nouveau dirigeant du SPD d'être pragmatique et proche des soucis quotidiens de ses concitoyens. Ce pragmatisme, que certains vilipendaient encore il y a peu, pourrait bien devenir une force. A un moment où l'Allemagne s'interroge sur elle-même, elle a peut-être besoin d'un homme ancré dans les réalités, capable de ramener vers le SPD ceux que l'écrivain Heinrich Böll appelait avec tendresse "les petites gens". C'est en quelque sorte la perspective qu'a tracée Helmut Schmidt dans son ouvrage "Agir pour l'Allemagne" : "On ne suscite que faiblement la confiance de la grande masse des travailleurs en remplissant des pages de programme. Il est préférable que le dirigeant et son équipe soient fiables et compétents en matière économique et sociale" (1). C'est sans doute le défi pour 1994...

Jacques-Pierre Gougeon

(1) Helmut Schmidt, "Handeln für Deutschland", Rowwohlt, Berlin, page 68.

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

19401

SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE
MARNE LA VALLEE VAL MAUBUEE

(82.000 habitants, Seine-et-Marne)

recrute

UN COLLABORATEUR DE CABINET
(contractuel ou attaché territorial)

Adjoint au directeur du cabinet, il sera plus particulièrement chargé des relations avec la presse et du suivi de la communication.

PROFIL

- Formation supérieure (bac + 3)
- Expérience collectivité territoriale
- Capacité de travail en équipe
- Disponibilité
- Sens du service public
- Passion pour les valeurs de la République

Candidature à envoyer à :
Daniel VACHEZ, Président du S.A.N. du Val Maubuée
77207 MARNE-LA-VALLEE cedex 1

corruption et spéculation font vaciller la droite japonaise

On ne s'y attendait plus. C'est au Japon, pays politiquement stable s'il en est, que les bouleversements politiques qui ont déferlé sur le monde depuis la chute du mur de Berlin ont fait leur dernière victime.

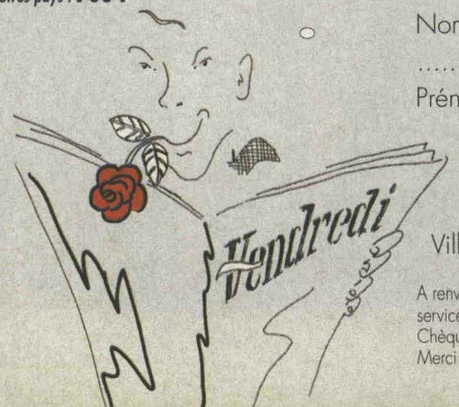
Le Parti libéral-démocrate (conservateur) y était au pouvoir depuis toujours. Seule l'Italie pouvait concurrencer le Japon à cet égard. Et voilà que tout craque : battu à la Chambre pour avoir remis à plus tard, une fois de plus, des réformes politiques pourtant bien nécessaires, le premier ministre a dû dissoudre la Chambre et provoquer de nouvelles élections, prévues pour le 18 juillet.
Les causes de cet échec sont multiples. Au pouvoir depuis beaucoup trop longtemps, le PLD s'était habitué à la corruption, une corruption colossale, dont les chiffres donneraient le vertige même aux habitués des corridors du pouvoir à Rome. Mais, pire que cela, cette corruption avait encouragé les hommes politiques au pouvoir à favoriser toutes les spéculations pendant la décennie 80 : immobilière, boursière, etc. Acheter un appartement à Tokyo ou à Osaka est maintenant pratiquement impossible, sauf à s'endetter sur... plusieurs générations ! Et, comme toujours, au lendemain de cette folie spéculative, quand les réalités économiques reprennent le dessus, on se retrouve avec la "gueule de bois" : la crise frappe le pays avec force, le niveau de vie n'augmente plus aussi vite qu'avant, on parle même de la fin de l'emploi à vie, longtemps considéré comme une caractéristique du modèle japonais, qui mettait les travailleurs à l'abri du chômage. Et la crise économique actuelle est la première qui soit endogène au Japon : jusqu'ici, les difficultés, passagères étaient dues à des facteurs extérieurs (dévaluation du dollar, chocs pétroliers, etc.). Cette fois-ci, ce sont les erreurs commises par le gouvernement qui ont provoqué la crise, et le mécontentement des électeurs.
Le PLD a donc perdu la majorité à la Chambre, à la suite de deux scissions en son sein. Que se passera-t-il aux prochaines élections ? Le PLD a encore bien des atouts. Il dispose de ressources financières considérables, même si les banques et le patronat se font un peu plus tirer l'oreille. Chaque député sortant dispose en outre d'un réseau de clientèle personnelle remarquable, alors que les dissidents, jeunes pour la plupart, seront, de ce point de vue, en situation délicate sur le terrain.
Tout dépendra aussi de la capacité de l'opposition à s'unir. Le Parti social-démocrate était déjà, quand la crise a éclaté, en train d'adopter un nouveau programme, enfin débarrassé de l'attitude totalement irréaliste qui était la sienne sur le traité d'alliance avec les Etats-Unis, le soutien à la Corée du Nord, etc. Certains dissidents du PLD ont déclaré tout net qu'ils étaient prêts à s'allier au PS et au Komei, parti bouddhiste, pour créer une nouvelle majorité. Mais d'autres, notamment le nouveau Parti du Japon, refusent une telle alliance, ce qui sous-entend qu'ils sont prêts à s'allier au PLD après les élections. Il n'en demeure pas moins qu'ils auront été élus sur le thème de la réforme politique. Cette fois-ci, il semble bien qu'une réforme réelle tant du mode de scrutin que du financement des partis et des campagnes électorales soit enfin sérieusement à l'ordre du jour.

Axel Queval

"Vendredi"
Abonnement 1 an : **270 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**

"Vendredi" + "Vendredi-Idées"
Abonnement 1 an : **350 F**
DOM-TOM / CE : **500 F**
Autres pays : **700 F**

Je m'abonne !



Nom .....
.....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

A renvoyer à "Vendredi",
service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07.
Chèque à l'ordre de "Vendredi".
Merci de penser à joindre votre bande-adresse.

BREF... EN BREF... EN

■ **Après la démission de Jacques Attali de la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'institution est à la recherche d'un successeur. Sera-t-il français ? On se souvient que la BERD a été mise sur pied au printemps 1990, sur une idée de Jacques Attali. A l'époque, à la suite d'un compromis franco-britannique, il avait été décidé que la Banque aurait son siège à Londres mais que son président serait français. En sera-t-il de même ? Les candidats français ne sont pas connus. Le commissaire européen à l'économie, Henning Christophersen, serait sur les rangs.**

■ Sans consultation préalable du Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis ont lancé, le 26 juin, à Bagdad, vingt-trois "Tomahawks" contre le siège des services de renseignements, faisant des victimes civiles. Objectif : riposter à la tentative d'assassinat contre George Bush lors d'une visite au Koweït, en avril dernier, et démontrer que la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Irak ne change pas. Mais il s'agit aussi, pour Bill Clinton, de restaurer son image et rassurer l'opinion américaine contre les actes terroristes perpétrés par les réseaux islamistes sur le territoire américain. Un sondage "New York Times" / CBS montrait qu'aussitôt, sa côte de popularité était passée de 39 à 50%. Un message aussi à l'attention de ceux qui soutiennent les terroristes. Cette action a été diversement appréciée dans le monde. Le PS estime que "se faire justice soi-même ne peut que générer le désordre."

■ **Au Caire, à l'ouverture du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Hosni Moubarak, le président égyptien, a appelé les Etats africains à faire face à la montée des mouvements terroristes qui menacent leur stabilité et leur sécurité. Il les a également exhortés à ne pas laisser marginaliser l'Afrique dans la communauté internationale.**

■ Au programme du prochain sommet du G7, à Tokyo, du 7 au 9 juillet, l'aide à la Russie et aux pays en voie de développement, ainsi que la situation de l'économie et du commerce mondiaux. Pas d'accord, en revanche, pour approuver la proposition américaine de se fixer comme objectif commun 3% de croissance annuelle du PNB.

■ **Une première au Maroc : deux femmes ont été élues député lors des élections législatives du 25 juin, qui ont marqué une poussée à gauche.**

le Liberia, poudrière de l'Afrique de l'Ouest

Plusieurs centaines de réfugiés civils ont été massacrés au camp Carter, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, Monrovia. Cette guerre civile oubliée déchire le Liberia depuis 1989.

Le gouvernement intérimaire d'Amos Sawyer, installé en 1991 à l'initiative de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et les forces ouest-africaines d'interposition (ECOMG) sur place depuis août 1990, ont attribué ce massacre au Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor. Mais les Nations Unies, qui ont envoyé Trevor Gordon Somers pour une enquête approfondie, font montre de prudence pour désigner le coupable.

En effet, la situation au Libéria est aujourd'hui des plus complexes. La CEDEAO se bat vainement pour l'application de l'accord signé à Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire, le 31 octobre 1991, et qui prévoit un cessez-le-feu, le cantonnement des forces en conflit, leur désarmement sous l'autorité de l'ECOMOG et l'organisation d'élections démocratiques. De nouveau aux portes de la capitale en octobre 1992, le NPFL de Charles Taylor, qui contrôlait 90% du pays, a dû reculer ces derniers mois sous l'action conjuguée de l'ECOMOG, des Forces armées du Liberia (AFL) et du Mouvement de libération uni pour la démocratie (ULIMO), qui regroupe des partisans de l'ancien dictateur Samuel Doe, assassiné par des insurgés en septembre 1990, et contre lequel Taylor avait engagé, en décembre 1989, sa rébellion armée depuis la Côte-d'Ivoire.

LA STABILITE DE LA REGION EST GRAVEMENT MENACEE

Cette guerre qui a dégénéré, malgré les dénégations des principaux responsables, en affrontements ethniques, a précipité le Liberia dans l'anarchie. Des centaines de milliers de Libériens ont fui en Guinée, en Côte-d'Ivoire ou en Sierra Leone, au gré des combats, et les 700.000 habitants restés coincés dans la capitale sont nourris par l'ONU.

Ce conflit met gravement en cause la stabilité de la région. Si le Nigeria (qui anime l'ECOMOG), le Ghana, la Sierra Leone et la Guinée veulent en finir avec Taylor, la Côte-d'Ivoire, qui n'applique pas strictement l'embargo décrété par la CEDEA et dont des villages frontaliers ont été bombardés par l'ECOMOG en février et mai 1993, a une attitude équivoque. Enfin, le Burkina Faso, qui a limité son engagement armé direct au Liberia, sous la pression des Etats-Unis, continue de soutenir en sous-main Charles Taylor, familier du président burkinabé Blaise Compaoré.

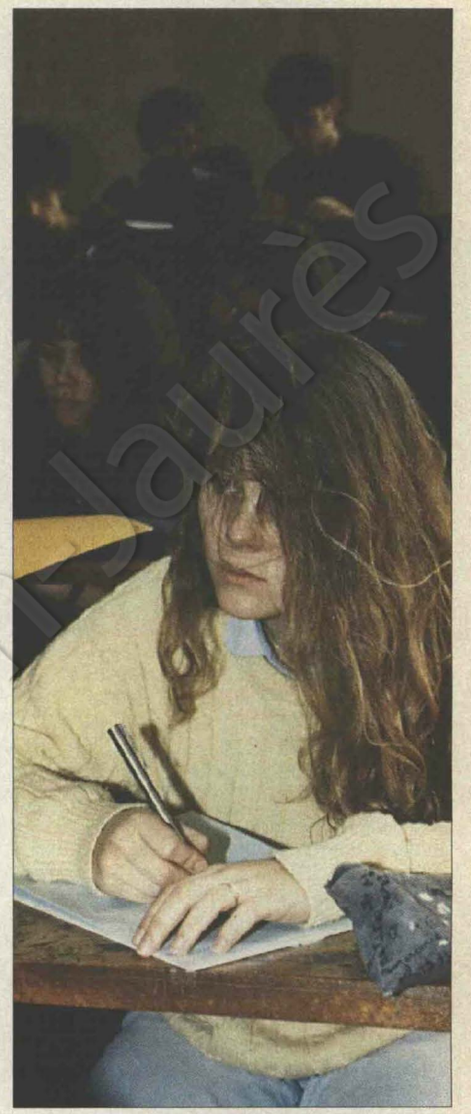
De plus, Taylor aurait bénéficié de la complicité de la compagnie nord-américaine Firestone qui contrôle les immenses plantations d'hévéas du Liberia, et aurait entretenu des relations commerciales avec certains pays occidentaux (Usinor-Sacilor a été mise en cause) dans le cadre de l'exploitation des ressources minières du pays (fer et diamants).

Guy Labertit



DEMANTELEMENT DU SUPERIEUR

vers un système concurrentiel à l'américaine ?



Jusqu'où vont-ils aller ? Après l'abrogation de la loi Falloux, la droite s'attaque à l'enseignement supérieur. Décidément, le service public n'a pas la cote du côté de la majorité actuelle.

Sous couvert d'autonomie et de simple réforme de structure, elle s'apprête à mettre sur pied un système d'universités concurrentielles. Qu'y a-t-il donc dans la proposition débattue votée samedi à l'aube par l'Assemblée nationale ? Rien de très bouleversant, si l'on en croit le texte. En réalité, en ouvrant la possibilité de déroger à la loi Savary de 1984, cette proposition permet, par le biais de réformes de structure, de confier la direction d'une université et la gestion des carrières des enseignants à un non-enseignant, un chef d'entreprise par exemple, d'enlever tout pouvoir de décision dans les conseils d'administration aux étudiants et aux agents, d'abandonner les règles de comptabilité publique.

LE REGNE DES INEGALITES

Surtout, même si François Fillon, le ministre de l'Enseignement supérieur, ne cesse d'affirmer qu'il garantit le caractère national des diplômes, cette réforme ouvre grande la porte aux pressions des collectivités et des professionnels locaux. Elle ne peut également que renforcer les inégalités régionales. D'où l'inquiétude des syndicats : "Dès lors qu'on demande une participation plus importante aux collectivités locales, les plus riches pourront évidemment donner plus. Elles risquent également de favoriser certaines filières en fonction des besoins estimés de patrons qui avouent eux-mêmes qu'ils ne peuvent pas prévoir les besoins en qualification de l'économie au-delà de quelques années", s'insurge Claude Lécaille, secrétaire général adjoint du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup). Enfin, les conditions sont réunies pour que succède à l'actuel service public d'enseignement supérieur un système d'établissements concurrentiels à l'américaine qui est pourtant loin d'avoir fait ses preuves : "Pour une Berkeley, une Harvard, combien d'universités d'Etat sans talent ?", interrogeait Julien Dray, lors du débat à l'Assemblée. "Sous couvert de modifications de structures, c'est toute l'organisation de l'enseignement supérieur qui est remise en cause", se révolte Anne Korobelnik, du bureau de l'UNEF-ID. C'est un véritable démantèlement de l'enseignement supérieur, un projet bien plus dangereux que la loi Devaquet de 1986."

P.J.

◆

LE COUP LE PLUS DUR A L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

S'il oublie ses promesses sur les impôts, le gouvernement transforme le Code de la nationalité et aide l'enseignement privé. Au mépris des besoins énormes du public et de la paix scolaire dans nos villes et nos villages.

"Ce texte revanchard n'est qu'une étape dans un processus de dérégulation du système éducatif français, le prochain projet sera la désectorisation." Jean Glavany ne mâche pas ses mots. Pas plus qu'il ne les a mâchés dans l'hémicycle, car il fut, avec d'autres, artisan de la procédure d'amendements et d'obstruction menée par le groupe socialiste de l'Assemblée avant que le Sénat ne prenne le relais. Pour empêcher la droite de voter, en juin, l'autorisation faite aux collectivités d'aider les investissements dans l'enseignement privé en abrogeant la loi Falloux de 1850. La session ordinaire se terminant le 30 juin à 0 heure, la droite a accéléré le train tandis que la gauche se battait pied à pied, déposant 3.000 amendements, exigeant des scrutins publics et de nombreuses suspensions. Au cours de ces séances mémorables où furent cités, pêle-mêle, Merleau-Ponty, Valéry, Brecht, Montaigne ou Lamartine, on put entendre la gauche développer des arguments de fond sur la mission de service public, les contreparties à exiger du privé, les risques courus à dépouiller le public, la mise en place d'un système concurrentiel d'enseignement, le rôle à reconnaître aux parents dans la gestion des établissements privés, le risque des débats laïc-confessionnel.

Les élus socialistes vont déposer un recours devant le Conseil constitutionnel en s'appuyant sur l'article 2 de la Constitution qui reconnaît l'exigence de la laïcité, sur le préambule de la Constitution de 1946 qui impose l'égalité des enfants devant l'instruction, sur le respect de la liberté des communes et sur le détournement de l'article 40.

"Le coup le plus grave porté à l'enseignement public depuis un siècle", a commenté Laurent Fabius. Pierre Mauroy compare : "La droite agit avec brutalité, sans négociation, alors que la gauche avait cherché la paix scolaire sans humilier personne."

"95% de l'enseignement privé financé par l'Etat est catholique", a rappelé Didier Mathus au cours du débat. La droite sait reconnaître ses ouailles. Le lundi matin, à la buvette, l'UNAPEL sablait le champagne avec le ministre et quelques députés de droite...

L.C.-S.

◆

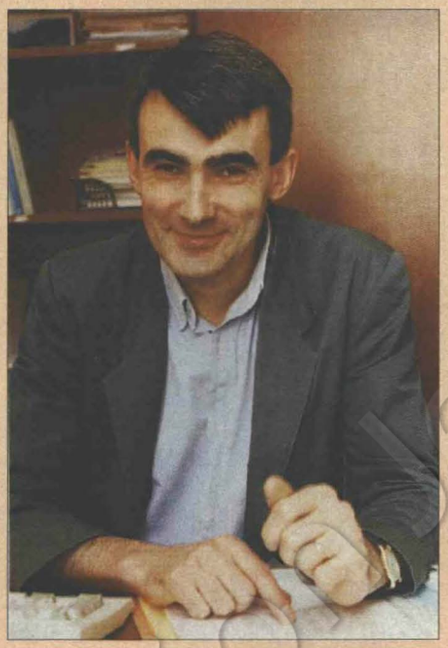
SERGE PAUGAM

De coup dur en échec, plus nombreux sont ceux qui risquent de devenir pauvres, explique Serge Paugam, sociologue (1). Pour y remédier, notre société devra trouver d'autres modes d'intégration que l'emploi.

Que traduit l'utilisation de l'expression "nouveaux pauvres" ?
La pauvreté est aujourd'hui un phénomène multidimensionnel. Ce n'est pas seulement un état de faiblesse du revenu et des conditions de vie, c'est aussi un affaiblissement des liens sociaux, des relations avec la famille, avec l'emploi. La pauvreté correspond aussi moins à un état se reproduisant de génération en génération -la probabilité est, certes, plus forte quand on a été placé dès l'enfance à l'Assistance publique (20% des allocataires du RMI sont dans cette situation), mais de plus en plus de personnes n'ayant pas connu une enfance misérable passent d'une situation de précarité ou de fragilité à une situation d'exclusion sociale. Ce processus de disqualification sociale comporte trois phases. La phase de fragilité, la phase d'assistance -qui correspond à un état de dépendance à l'égard de la collectivité- et la phase de la marginalité, phase de rupture où l'on cumule tous les handicaps. Il y a une sorte d'engrenage dans la pauvreté. La propension d'un chômeur à connaître une rupture conjugale est plus forte et la perte de l'emploi risque aussi de s'accompagner d'un affaiblissement du réseau de relations : plus on est pauvre, moins on a de chances d'être aidé par son entourage.

Le niveau de vie global de la société augmentant, le décalage est encore plus criant avec ceux qui décrochent. Et renforcé encore par la montée des valeurs de l'argent, de la réussite...
On peut faire la comparaison avec d'autres sociétés, y compris proches de nous. En Italie du Sud, par exemple, où les taux de chômage et de pauvreté sont importants, on n'a pas l'impression de voir autant de pauvreté, d'isolement, que dans les pays du Nord. Parce que des solidarités familiales se maintiennent, l'économie souterraine fonctionne mieux, des réseaux s'organisent autour de la Mafia. Dans ces régions, on peut être pauvre et intégré. En France, la disqualification sociale est plus visible parce que nous sommes imprégnés du culte de la performance et de l'efficience au travail. Celui qui n'est pas valorisé professionnellement encourt tous les risques d'être perçu socialement comme un être inférieur. Et lui-même se ressent ainsi, car l'infériorité sociale est aussi l'intériorisation du jugement de la société sur "ces gens-là".

Certains parviennent-ils à se détacher un peu de ce regard de la société ?
Au début du processus de disqualification sociale, la résistance peut consister à refuser les relations régulières avec les services d'action sociale : on ne veut pas être catalogué comme assisté. On observe aussi, chez les jeunes allocataires du RMI qui sont en bonne santé et pas forcément destinés à être exclus, la tendance à refuser de signer des contrats d'insertion par crainte d'être pris dans le cercle vicieux de l'assistance. C'est paradoxalement un signe de volonté de s'insérer par l'emploi.



Celui qui n'est pas valorisé professionnellement encourt tous les risques d'être perçu socialement comme un être inférieur.

Est-ce que d'autres modes d'intégration que le travail stable apparaissent ? Les valorise-t-on suffisament ?
Beaucoup d'allocataires du RMI exercent un petit boulot au noir et les travailleurs sociaux ont tendance à fermer les yeux. L'économie informelle se développe dans les quartiers défavorisés, y compris dans les zones rurales. Dans notre société, elle n'est pas valorisée, puisqu'elle est interdite. Ce que l'on pourrait mettre en valeur bien davantage, c'est la participation à la vie associative. Elle est très peu introduite dans le contrat d'insertion des allocataires du RMI. Mais les associations s'ouvrent difficilement à ceux qui sont en situation d'échec. Elles sont souvent animées par ceux qui ont le plus de capacités intellectuelles.

Vous citez l'exemple de cet ancien alcoolique qui avait renoué des liens en devenant trésorier d'une association contre l'alcoolisme. C'est un mode d'intégration...
Absolument. Et il œuvre pour la bonne cause en parlant de son parcours. Les expériences d'insertion les plus réussies sont celles qui s'appuient sur la participation à la vie collective. A la cité du Point du jour, à Saint-Brieuc (22) les travailleurs sociaux ont, par exemple, fait faire du théatre à des adolescents, souvent délinquants... On les a responsabilisés. Dans les quartiers populaires, il y a peu de comités de parents d'élèves. Il y aurait certainement à valoriser les savoir-faire des femmes seules qui ont des enfants à charge dans l'organisation même de l'école, dans la relation avec les enfants. Amener des gens qui se sentent disqualifiés à prendre des initiatives dans la vie publique n'est pas facile. C'est pourtant ainsi que l'on peut réguler le lien social, éviter l'explosion.

Les pauvres attribuent-ils la responsabilité de leur situation à la société ou s'accusent-ils de ne pas y être adaptés ?
Le comportement d'amertume et de critique sévère de la société est particulièrement visible au début du processus de disqualification sociale. Les pauvres ont du mal à s'insérer professionnellement alors qu'ils tiennent vraiment à ce type d'insertion. Ils sont scandalisés par le luxe qui se déploie devant eux : si la société ne veut pas de moi, c'est parce qu'elle fonctionne mal. Mais, au fur et à mesure, l'individu vient à douter de lui-même et à intérioriser une identité négative.

Face aux limites du traitement de la pauvreté, certains évoquent une allocation universelle. Cette idée progresse-t-elle ?
Les limites du RMI, c'est bien qu'il marque un statut d'infériorité, c'est un revenu stigmate. Curieusement, l'allocation universelle a peu d'écho parmi les intellectuels. La société occidentale n'est pas prête à organiser son système d'échanges autour de ce principe. Elle reste attachée à la place centrale occupée par la valeur travail et le mérite personnel et tire sa cohérence de la production de biens et de services dans le sens d'un enrichissement collectif. Ceux qui formulent ce type de propositions se situent dans un raisonnement quasi utopique. Mais, à un moment donné, les utopies peuvent avoir un effet sur le développement de nos sociétés.

Propos recueillis par Maryline Trassard

(1) "La Société française et ses pauvres", PUF, 1993.

POUR AFFIRMER VOTRE IDENTITE

NOUS CREONS UN MOBILIER DE COMMUNICATION QUI VOUS RESSEMBLE.

L'idée est simple:
Versailles n'est pas Toulouse,
Marseille n'est pas Cambrai...
Les uniformiser serait perdre un patrimoine précieux. Pour aider les collectivités locales à affirmer leurs différences, nous leur proposons un mobilier de communication spécifique.
Adapté à l'identité de la ville, il en valorise les particularités.
C'est un véritable outil de communication qui permet à chaque ville de renforcer son image de marque.

GIRAUDY

47 66 51 33

PUBLICIS CONSEIL H 4330

Coll. Fondation Jean-Jaurès